

ICTJ COTE D'IVOIRE

Evaluation finale du projet

Soutenir la Participation des Jeunes à la Prévention de la Répétition des atrocités de Masse en Côte d'Ivoire

Rapport final

Octobre 2020

Consultant

Dr. Adou Djané Dit Fatogoma

Sociologue, expert en justice transitionnelle, prévention et gestion des conflits

+22578701186 / +22541223703

dr.adou2013@mail.com / adou.djane@csrs.ci / djane.adou@swisspeace.ch

Table des matières

Résumé exécutif	3
Introduction.....	65
Approche et méthodologie	65
Résultats	76
Pertinence : prendre en compte les préoccupations des jeunes pour des élections pacifiques post retrait ONUCI dans un contexte pré-électoral tendu	76
Droits de l'homme et égalité de sexe : une prise en compte selon les indicateurs du projet à continuer au-delà du projet	109
Efficacité : les principaux indicateurs de résultats satisfaits.....	1312
Efficience : une bonne tenue des ressources et du calendrier malgré les contraintes liées à la pandémie du COVID-19	2220
Durabilité : bâtir sur l'espoir de l'ancrage institutionnel du ministère de l'éducation nationale et de l'expérience des acteurs de la société civile.....	2221
Impact : les élections à venir comme test	2422
Le réseau des acteurs autour du projet : pour consolider les approches	2423
Recommandations	3028
Conclusion	3028
Références (Autres).....	3230
Annexes.....	3431
Cadre logique et résultats obtenus (rapport final du projet, juin 2020)	3432
Acronymes	38
Liste des personnes des personnes contactées	39
Consentement avant l'entretien	41
Liste des documents	42

Résumé exécutif

Le Centre International pour la Justice Transitionnelle (ICTJ) a exécuté en Côte d'Ivoire un projet intitulé « Soutenir la participation des jeunes à la prévention de la répétition des atrocités de masse en Côte d'Ivoire » du premier janvier 2019 au 30 juin 2020. Ce projet a été financé par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (UNPBF), dont l'objectif global est de contribuer à renforcer la participation de la jeunesse ivoirienne à la définition de stratégies pour surmonter les séquelles du conflit et contribuer à une paix durable. De fait, la Côte d'Ivoire se prépare pour de nouvelles élections en 2020, mais l'on observe des tensions économiques et sociales persistantes qui se manifestent par des conflits communautaires et des affrontements inter-ethniques récurrents. Ces tensions créent un contexte dangereux, qui a déjà mené par le passé à une grave crise post-électorale. Sur la base de l'expérience de l'ICTJ à travers le monde et particulièrement en Côte d'Ivoire, les jeunes sont identifiés comme des acteurs essentiels du changement, avec un grand potentiel très souvent inexploité pour mettre fin aux cycles de violence. Pour réaliser l'évaluation finale de ce projet, un appel à candidature a été lancé. Il s'agit de fournir à l'ICTJ et à ses partenaires une évaluation globale de la mise en œuvre du projet notamment du point de vue de sa pertinence, son efficacité, son efficience, sa durabilité et son impact selon les critères d'évaluation de l'OECD-DAC avec un accent particulier sur l'évaluation des résultats obtenus à la fin de ce projet.

Au niveau de la pertinence, Le projet mené par ICTJ fait partie du Programme d'Appui à la Consolidation de la Paix (PACoP) en réponse aux défis résiduels de la transition de la Côte d'Ivoire. Il intègre ainsi les initiatives des agences du système des Nations Unies qui contribuent à la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire avec d'autres agences spécialisées comme l'UNICEF, l'UNFPA et ONUFEMMES. L'une des recommandations fortes de l'enquête de référence du programme d'appui à la consolidation de la paix encourage l'implication des jeunes et des femmes dans la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire. Le projet s'aligne fortement sur les priorités du pays exprimés dans le Plan National de Développement (PND) 2016-2020. La pertinence du projet est renforcée par la cible qui est la jeunesse et le fait qu'il s'inscrit dans les attentes de cette jeunesse en matière de prévention de la violence en général et de la violence liée aux élections de façon spécifique. Le cadre logique du projet présente une cohérence. Les entretiens avec les acteurs de mise en œuvre lors cette évaluation font apparaître qu'ils auraient cependant souhaité atteindre d'autres zones comme les localités des principaux protagonistes des élections à venir (Daoukro, Bongouanou, Ferkessedougou, Bonoua). Les violences que ces localités ont connu pendant ces élections en cours montrent bien que cette demande était bien fondée.

A niveau des droits de l'homme, les jeunes filles ont été impliquées à plus de 40 % des participants aux différentes activités. Les points focaux des partenaires de mise œuvre ont été mis à contribution en vue de respecter les indicateurs du cadre logique du projet en ce qui concerne les droits de l'homme et l'égalité de sexe. Cette exigence a été confirmée par cette évaluation en utilisant la technique du troisième arbre qui consiste à appeler 1/3 des personnes sur la liste de présence par intervalle de 3. Ce projet dans son élaboration comme dans sa mise en œuvre a pris en compte le respect des droits humain et à l'égalité des sexes. Par ailleurs la part du budget du projet alloué aux activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes était de 130,340 USD soit 34% du budget total. Au terme de ce projet à fin juin 2020, les activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes s'élèvent à 128,756 USD soit 98,78 % d'exécution. Lors des consultations, sur un total de 350 jeunes, il y'a eu la participation de 155 jeunes femmes soit 44.54% des participants. Sur les 155 jeunes femmes participantes, 114 ont rapporté avoir augmenté leur capacité à développer des propositions et des demandes, soit 92.90% des jeunes femmes participantes. Des aspects spécifiques

comme les violences basées sur le genre, l'autonomisation des femmes ont été abordés assortis de propositions pertinentes selon les participants.

Au niveau de l'efficacité, les principaux indicateurs de résultats ont été satisfaits. Il ressort des entretiens et de la consultation des documents que le projet a été mené de façon prompte d'un point de vue théorique et pratique dans un contexte de contraintes élevées. Les activités des trois principaux résultats attendus ont été réalisées même si des activités résiduelles ont été contrariées par la pandémie du Covid-19. Les activités des trois résultats attendus ont été réalisées. Les différents rapports du projet ont été faits selon le calendrier initial du projet. Les plans de travail 2019 et 2020 de même que les plans de décaissements y afférents ont été réalisés malgré les contraintes liées à la pandémie du COVID-19. En attendant les rapports d'audits financiers, le taux de réalisation financière se situe à 94,71%. résultats obtenus à la fin de ce projet.

Au niveau du Résultat 1 : Les jeunes leaders auront la capacité de présenter aux autorités étatiques, aux leaders communautaires et aux leaders religieux des propositions et des réclamations basées sur une évaluation solide des obstacles auxquels ils sont confrontés. Sur un objectif de 90.8 % attendu, 92.9% de participants ont augmenté leur capacité à développer des propositions et des demandes, comprenant 352 jeunes dont 198 hommes et 153 femmes dans les zones d'Abobo, Yopougon, Bouaké, Korhogo, Duékoué, Man et San Pédro.

Au niveau du Résultat 2 : Les jeunes ivoiriens, notamment les jeunes femmes, bénéficieront du soutien nécessaire à leur participation aux initiatives locales de prévention de la résurgence de la violence impliquant les jeunes dans leurs communautés. A ce niveau, 14 sessions de dialogues communautaires ont été réalisées à savoir 2 dans chaque localité du projet. A l'issue de ces dialogues communautaires, des plans de plaidoyer ont été élaborés (2 dans chaque localité du projet), de même que les groupes qui auront la charge de mener ces plaidoyers. De même 42 émissions radio ont été enregistrées et diffusées (6 émissions par régions) avec 347 jeunes femmes (41.30%) sur 840 personnes qui ont participé aux groupes d'écoute de ces émissions. De même, les tables rondes de discussions comprenant des représentants de la jeunesse, des ministères, des ONG et des organisations de femmes ont été réalisées avec 70 participants dont 38 Femmes et 32 Hommes.

Quant au Résultat 3 : Les jeunes leaders s'engageront dans un dialogue direct avec les autorités pour situer les responsabilités et améliorer la participation et l'inclusion. A cet niveau, 100% des acteurs interviewés pendant l'évaluation externe témoigne de la perception de l'engagement de la jeunesse pour la cohésion sociale et la paix. Au total 11 autorités étatiques ont été touchées dont 6 rencontrées physiquement et 5 à qui des courriers de plaidoyers ont été adressés en raison des mesures restrictives liées à COVID 19. Dans cet élan, 25 organisations de la société civile, organisations internationales et associations de jeunes se sont engagées à supporter les initiatives des jeunes. Les tournées artistiques ont été contrariées par les mesures barrières liées à la Covid-19, de sorte que sur un objectif de 1400 personnes à sensibiliser (200 par région), 677 personnes l'ont été effectivement y compris 492 lors de la tournée artistique et culturelle dans les localités de Korhogo et Bouaké et 185 à Abobo et Yopougon

Pour ce qui est de la durabilité, le défi des acquis de ce projet pilote se trouve dans l'appropriation et la capitalisation de cette expérience par les jeunes et surtout un ancrage institutionnel solide et l'engagement concret de l'Etat à les soutenir. Au niveau des organisations de la société civile, le choix des partenaires de mise en œuvre et les expériences acquises sont de nature à contribuer à la durabilité de ce projet. En effet, le Réseau Action Justice et Paix (RAJP) et l'ONG Femme Debout pour le Progrès et la Paix (FDPCI), ont bénéficié d'un renforcement de capacité. Les jeunes participants ont adopté un plan de plaidoyer dans chacune des localités à l'issue des échanges sur les initiatives en faveur de la paix et de la cohésion sociale. Ce qui démontre leur capacité à plaider pour la paix dans

leur localité et à s'impliquer dans le débat public à travers la mise en œuvre de leur plan de plaidoyer. Le fait de prendre le relais et exécuter les activités restantes du projet par délégation de ICTJ montre la capacité et la compétence de RAJP et de FDPCI de conduire de telles activités dans le futur.

L'impact du projet est palpable car la plupart des zones de mise en œuvre du projet n'ont pas connu de violences pendant cette période électorale pour l'instant (Korhogo, Bouaké, Duekoué, San Pédro Man, Abobo et une moindre mesure Yopougon). Une cartographie des parties prenantes permettant d'identifier les acteurs clés, leur pouvoir, leurs rôles et leurs rapports à considérer à l'avenir a été produite. En effet, les acteurs importants qui ont ou auraient dû participer en raison de leur poids sur la prise des décisions ont été relevés.

Il ressort de cette évaluation que le projet est pertinent au regard de la situation politique actuelle et des menaces violences réelles liées à ces élections, et s'inscrit dans les priorités des différents programmes de l'Etat ivoirien. Le projet a été mené de façon globalement satisfaisante par la mise en œuvre des activités prévues même si dans les quatre derniers de son exécution, il a été contrarié par l'épidémie en cours du COVID – 19 ; et ICTJ et ses partenaires se sont adaptés à cette situation pour l'achèvement des activités résiduelles. Si l'intégration de la dimension genre et surtout la participation des jeunes et des femmes a été réalisée, le défi majeur reste la durabilité des effets d'un tel projet, son appropriation par les acteurs étatiques avec un ancrage institutionnel solide afin d'assurer une durabilité organisationnelle, structurelle et financière pour les partenaires de mise en œuvre que sont le RAJP et le FDPCI. L'une des grandes réussites de ce projet reste la collaboration exemplaire du ministère de l'éducation nationale qui était représentée lors des différentes activités ; sur laquelle il faudra capitaliser pour assurer un ancrage institutionnel pour la durabilité. Des recommandations ont été faites sur la base des leçons apprises de ce projet financé sous la fenêtre IRF du PBF, en vue de renforcer la mise en œuvre de tels projets par l'ICTJ et ses partenaires à l'avenir. Il s'agit notamment d'étendre ce type de projet à d'autres zones sensibles du pays. Les zones identifiées pour la mise en œuvre du projet se sont basées sur les zones de violence et d'atrocités de la crise postélectorale de 2010 – 2011. D'autres foyers de tensions ont émergé à la lumière de la reconfiguration de l'espace politique et au délitement des alliances politiques passées. Des bastions de certains leaders et prétendants aux élections présidentielles sont devenus des zones très sensibles et n'ont pas été prises en compte. Sur cette base, l'évaluation propose d'étendre ce type de projet à ces zones avec le concours du PBF et le système des Nations Unies. Il faudra surtout associer les projets de paix à l'autonomisation des jeunes (y compris les jeunes filles) par les activités génératrices de revenus et l'accès aux emplois décent. Car l'exploitation de la misère et de la précarité des jeunes par les politiciens fragilisent les efforts et les acquis de tels projets. Il est important de créer un réseau d'amis des responsables de jeunesse politiques, des canaux de communication permanents pour continuer à briser les murs de méfiance et les rumeurs qui constituent les éléments déclencheurs des violences entre camps rivaux pendant les périodes électorales.

Introduction

Le présent rapport est relatif à l'évaluation finale du projet que le Centre international pour la justice transitionnelle (ICTJ) a exécuté en Côte d'Ivoire intitulé « Soutenir la participation des jeunes à la prévention de la répétition des atrocités de masse en Côte d'Ivoire ».

L'ICTJ aide les sociétés à concevoir et à mettre en œuvre des approches de justice transitionnelle pour lutter contre les causes et remédier aux conséquences de violations massives des droits humains, afin d'empêcher qu'elles ne se reproduisent et jeter ainsi les bases d'une paix durable. En fonction des besoins et des opportunités que le contexte spécifique offre, ICTJ travaille à la fois avec d'une part les victimes et d'autres groupes de la société civile (« détenteurs de droits») et d'autre part avec l'Etat et les autres institutions étatiques (détenteurs de devoirs) et faire travailler ensemble ces deux parties pour faire avancer les solutions de justice transitionnelle. En tant qu'organisation travaillant directement sur le terrain, effectuant des recherches et informant la réflexion au niveau politique, ICTJ articule les enseignements tirés du travail sur le terrain dans plus de 50 pays dont la Côte d'Ivoire.

Le présent projet a été financé par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (UNPBF), dont l'objectif global est de contribuer à renforcer la participation de la jeunesse ivoirienne à la définition de stratégies pour surmonter les séquelles du conflit et contribuer à une paix durable. Le projet s'appuie sur l'expérience de l'ICTJ ainsi que son réseau et la confiance que l'organisation a développé avec les parties prenantes du projet depuis 2013. Trois principaux résultats étaient attendus que sont :

Résultat 1 : Les jeunes leaders seront en mesure de formuler des propositions et des demandes auprès des autorités étatiques, des leaders communautaires et des chefs religieux sur la base d'une évaluation rigoureuse des différents obstacles auxquels ils sont confrontés ;

Résultat 2 : Les jeunes ivoiriens, en particulier les jeunes femmes, auront le soutien nécessaire pour pouvoir participer aux initiatives locales visant à prévenir la résurgence de la violence chez les jeunes dans leurs communautés ;

Résultat 3 : Les leaders de jeunesse engageront un dialogue direct avec les autorités pour faire avancer la redevabilité, la participation et l'inclusion.

Le projet entendait initier le changement en alignant les recommandations des jeunes sur les stratégies nationales de consolidation de la paix, en utilisant des chansons, la radio et des stratégies de sensibilisation basées sur les médias sociaux, et en incorporant la responsabilité et la reconnaissance en vue de contribuer à la non-récurrence et promouvoir la cohésion sociale. Les bénéficiaires directs sont estimés à au moins 350 jeunes, y compris des étudiants, des membres d'associations de jeunes ivoiriens, des jeunes travailleurs ou des apprentis professionnels (50 de chaque région concernée, dont 40% seront des jeunes femmes, tous âgés de 16 à 25 ans). Les bénéficiaires indirects sont les jeunes, la population et les responsables politiques ivoiriens. Les partenaires de mise en œuvre de ce projet aux côtés de l'ICTJ sont le Réseau Action Justice et Paix (RAJP) et l'ONG Femmes Debout pour le Progrès en Côte d'Ivoire (FDPCI). Le projet a ciblé sept zones de mise en œuvre que sont Abidjan (Yopougon et Abobo), Duékoué, Man, Bouaké, San Pedro et Korhogo. Ces zones cibles sont celles qui ont connu plus de violences et d'atrocités pendant élections et la crise post-électorale de 2010 et 2011.

Approche et méthodologie

La méthodologie de l'évaluation s'appuie sur une approche mixte à dominance qualitative qui combine la collecte de données qualitatives et quantitatives. Un corpus assez fourni de documents liés au projet a été mis à la disposition pour l'évaluateur. La mission s'est déroulée dans un contexte marqué par la

COVID-19. Toutes les précautions ont été prises par l'évaluateur afin de ne prendre aucun risque pour ne pas exposer ni les cibles, ni lui-même ni ses collaborateurs. Pour cela aucun déplacement n'a été effectué d'une ville à une autre. Pour chaque zone (Abobo, Yopougon, Bouaké, Korhogo, Man et San Pedro) seuls les collaborateurs relais ont été utilisés en limitant autant que possible les contacts physiques. Les échanges téléphoniques ont été privilégiés, en coordination avec les chercheurs relais de chaque zone, car toutes ces zones sont couvertes par le réseau téléphonique. Au plus du téléphone les échanges se sont faits via les courriels, les applications Microsoft Teams et Zoom.

Chaque échange avec un informateur a été conditionné par son consentement éclairé. Il s'est agi de lui présenter l'objectif du projet à évaluer, les raisons de son choix comme informateur, l'assurance de l'anonymat et de l'utilisation exclusive de ces informations dans le seul cadre de cette évaluation, et la liberté qu'il a d'accepter ou de refuser l'échange sans une influence aucune.

Une cartographie de l'écosystème (Network-mapping) a été réalisée. Il s'est agi d'utiliser la technique du Network-mapping pour établir la cartographie des réseaux (Net-mapping) locaux et des blocs d'influences permettant de saisir les relations avec les parties prenantes. Cette cartographie des parties prenantes permet d'identifier les acteurs clés, leur pouvoir, leurs rôles et leurs rapports. Elle est constituée de quatre étapes qui consistent à définir les acteurs clefs ; leurs différents types de relations ; leur rôle (positif, négatif ou neutre) ; leur pouvoir. Il s'agit de visualiser l'écosystème créé autour de ce projet afin de mieux comprendre ses effets et les ressorts sur lesquels agir à l'avenir pour de telles interventions. L'analyse du contenu a été l'approche utilisée pour l'analyse des documents du projet et les entretiens. Elle s'est faite avec le logiciel MAXQDA 2018. Des verbatims issus des codes sont utilisés pour illustrer l'argumentation.

Résultats

[Pertinence](#) : prendre en compte les préoccupations des jeunes pour des élections pacifiques post retrait ONUCI dans un contexte pré-électoral tendu

Une suite logique du soutien du système des Nations Unies à la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire

Le projet mené par ICTJ fait partie du Programme d'Appui à la Consolidation de la Paix (PACoP) en réponse aux défis résiduels de la transition de la Côte d'Ivoire. Ce programme du PBF dans lequel s'inscrit le présent projet est élaboré en 2017 en préparation de la clôture de l'ONUCI, afin de pérenniser et de consolider les acquis en matière de consolidation de la paix, de réconciliation nationale et de cohésion sociale. Il fait partie de l'un des trois projets catalytiques visant la consolidation du désarmement communautaire, la participation des jeunes à la consolidation de la paix et la pérennisation des outils de prévention et de gestion des conflits exécutables sur 18 mois à partir de décembre 2017. Il intègre ainsi les initiatives des agences du système des Nations Unies qui contribuent à la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire avec d'autres agences spécialisées comme l'UNICEF, l'UNFPA et ONUFEMMES.

Un alignement sur les priorités du Pays

Ce projet « pilote » cadre bien avec les points essentiels de l'Agenda 2063 de l'Union africaine spécifiquement dans ces points 3 sur la bonne gouvernance, la démocratie, respect des droits de l'homme, justice et Etat de droit ; le point 4 sur une Afrique vivant dans la paix et dans la sécurité et le

point 6 sur une Afrique dont le développement est axé sur les populations, qui s'appuie sur le potentiel de ses populations, notamment celles des femmes et des jeunes.

« Les mécanismes de prévention et de règlement pacifique de conflits seront fonctionnels à tous les niveaux. Dans un premier temps, la prévention et le règlement des conflits axés sur le dialogue seront promus activement afin que d'ici 2020 toutes les armes soient réduites au silence. La culture de paix et de tolérance sera prodiguée aux enfants et aux jeunes de l'Afrique par le biais d'une éducation de paix »¹.

De fait, le Plan National de Développement (PND) 2016-2020² de la Côte d'Ivoire qui vise une croissance économique forte, solidaire, créatrice d'emplois, notamment pour **les jeunes et les femmes** pour atteindre un pays émergent à l'horizon 2020 ne peut s'obtenir que dans un environnement apaisé, et de cohésion sociale avec la prise en compte des préoccupations de ces derniers. La Banque Africaine de Développement dans son document de stratégie pays (DSP 2018 – 2022) indique que les menaces sécuritaires et la violence sont des questions qu'il faudra traiter si le pays veut continuer cette croissance durable³.

Le ministère de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de la Lutte contre la Pauvreté avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a mis en place en décembre 2019 un outil opérationnel de 151 indicateurs pour l'évaluation régulière et objective de l'état de la solidarité et de la cohésion sociale.

« Les 151 indicateurs vont permettre à la Côte d'Ivoire de prévenir, à moyen et long terme, des conflits. Car les populations auront la possibilité, à travers cet outil, d'attirer l'attention des dirigeants »⁴ (représentant du FNUAP).

Il est donc judicieux que les populations aient la capacité de faire entendre leurs préoccupations de façon pacifique. De ce point de vue le présent projet représente une opportunité et la collaboration avec le ministère de la solidarité mériterait d'être active.

Par ailleurs l'une des recommandations fortes de l'enquête de référence du programme d'appui à la consolidation de la paix (PACOP menée par l'ENSEA sur l'impact des projets/programmes du plan

¹ Agenda 2063. L'Afrique Que Nous Voulons. P.7 https://au.int/sites/default/files/documents/36204-doc-agenda2063_popular_version_fr.pdf. Consulté le 11 juin 2020

²http://www.gcpnd.gouv.ci/fichier/doc/ResumePND2016-2020_def.pdf Consulté le 11 juin 2020

³ Banque Africaine de Développement Fonds Africain de Développement. Document de stratégie pays (DSP 2018- 2022) combiné avec la revue de la performance du portefeuille pays 2018. Septembre 2018. https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/COTE_D_IVOIRE_-_DSP_2018-2022_et_RPPP_2018.pdf. Consulté le 11 juin 2020

⁴ Caspar Peek, Représentant du FNUAP, <https://outlook.office.com/mail/inbox/id/AAQkADQwN2JhMTc2LWFjYWMTNGJmNy04ZTAzLWQ3Zjg3MjdiNjE3OAAQABocYH32av5MvDUj6mMP4YA%3D>, Consulté le 11 juin 2020

prioritaire 2 (PP2) encourage l'implication des jeunes et des femmes dans la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire.

« Renforcer et poursuivre les initiatives de préventions et de consolidation de la paix à l'endroit des jeunes et des femmes pour une prise de conscience de leur rôle et le renforcement de leurs implications dans les actions pour améliorer leur contribution à la consolidation de la paix » (P. 30)

Une jeunesse qui en a besoin face aux stéréotypes d'immaturité, de victimes et de perpétrateurs

La pertinence du projet est renforcée par la cible qui est la jeunesse et le fait qu'il s'inscrit dans les attentes de cette jeunesse en matière de prévention de la violence en général et de la violence liée aux élections de façon spécifique. Il ressort des observations, des différents entretiens, du rapport de la CDVR et des témoignages des participants aux consultations des jeunes leaders lors de la mise en œuvre de ce projet, que de nombreux jeunes ont effectivement joué un rôle actif lors des crises successives que le pays a connu. En effet, les jeunes se retrouvent parmi les nombreuses victimes mais aussi utilisés comme perpétrateurs des violences et des violations graves des droits humains (exemples de Yopougon, Abobo, Duékoué pendant la crise postélectorale de 2010 -2011). La majeure partie des « combattants », des « miliciens » et autres « groupes d'autodéfenses » étaient des jeunes. L'instrumentalisation de la violence politique est une voie pour accéder à des positions sociales enviables⁵.

Pertinence de l'approche : Une approche innovante à expérimenter dans un court délai à l'épreuve des lourdeurs administratives et des réalités du contexte local

Le cadre logique du projet présente une cohérence d'un point de vue des activités à réaliser. Les bénéficiaires directs sont estimés à au moins 350 jeunes, avec 50 de chaque région concernée, dont 40% de jeunes femmes, tous âgés de 16 à 25 ans. Les bénéficiaires indirects sont les jeunes, la population et les responsables politiques ivoiriens. Il a été judicieux pour ICTJ de s'appuyer sur des partenaires de mise en œuvre de ce projet avec une collaboration relativement ancienne sur d'autres projets. Le choix du Réseau Action Justice et Paix (RAJP) et de l'ONG Femmes Debout pour le Progrès en Côte d'Ivoire (FDPCI) a permis la mise en œuvre du projet avec les contraintes de temps, par le fait de points focaux existants déjà dans les zones de mise en œuvre du projet : Abidjan (Yopougon et Abobo), Duékoué, Man, Bouaké, San Pedro et Korhogo. Les formations sur le plaidoyer, les rencontres bilatérales, les émissions radios se présentent comme des approches pertinentes. Des termes de références sont rédigés pour chaque activités avec des critères de sélections liés au genre, à l'âge et au profil des participants par ICTJ dont la mise en œuvre se fait avec les partenaires de mise en œuvre. Même si leur mise en œuvre et la sélection des participants étaient par moment difficile pour les points focaux à cause des emplois du temps de certains participants comme les autorités locales.

⁵ Voir par exemple Yacouba Konaté. 2003. « les enfants de la balle. De la Fesci aux mouvements de patriotes », Politique africaine, n°8 pp 49 – 70

«[...] Ensuite, sur la base des obstacles identifiés, nous avons mené 7 séances de dialogues communautaires entre jeunes dans les localités du projet qui ont permis d'adopter des plans et initiatives de plaidoyer visant à promouvoir la cohésion sociale en s'attaquant aux problèmes et tensions latents. Dans la mise en œuvre de ces plans de plaidoyers, les jeunes ont engagé des réunions bilatérales avec des autorités locales, administratives, politiques, traditionnelles et religieuses dans leurs localités ». (RAPPORT Annuel 2019 ICTJ projet UNPBF et vérifié lors des entretiens)

Il ressort des différents post tests des différentes activités que les participants avaient estimé que ces activités étaient les bienvenues. Elles ont été très bénéfiques pour eux et leur ont permis d'acquérir des rudiments en matière de cohésion sociale, de consolidation de la paix et de prévenir et gérer les conflits. Toutes choses qui reviennent lors des consultations pendant cette évaluation. D'où l'intérêt de continuer d'étendre ce genre de projets à d'autres zones en plus de celles déjà ciblées. Les entretiens avec les acteurs de mise en œuvre font apparaître qu'ils auraient souhaité atteindre d'autres zones.

« [...] on n'atteint pas tout le monde en fait. On a toujours des zones bien ciblées et la plupart des projets se font dans les mêmes zones. C'est là je vois un peu la limite parce que ce sont les mêmes personnes à chaque fois. On n'arrive pas à atteindre d'autres dans les coins les plus reculés ou même dans les autres villes ». (Formatrice RAJP)

Droits de l'homme et égalité de sexe : une prise en compte selon les indicateurs du projet à continuer au-delà du projet

Tous les rapports d'activités montrent que les jeunes filles ont été impliquées à au moins 40 % des participants aux différentes activités. Les points focaux des partenaires de mise œuvre (RAJP et FDPCI) sont mis à contribution en vue de respecter les indicateurs du cadre logique du projet en ce qui concerne les droits de l'homme et l'égalité de sexe. Ce sont ces points focaux qui font les ciblage avant la tenue des activités. Un consentement éclairé est mis en avant avec les participants avant le démarrage des activités. Cette exigence a été confirmée pendant cette évaluation en utilisant la technique du troisième arbre qui consiste à appeler 1/3 des personnes sur la liste de présence par intervalle de 3.

« Dans un premier temps comme je l'ai dit, ce sont les points focaux qui font les ciblage donc lorsque nous arrivons c'est pour la formation. On prend toujours le temps de demander aux participants s'ils sont là par eux-mêmes, de voir si la formation les arrange. Si non ils peuvent partir. Donc il n'y a pas de forcing. Ils

sont libres de tout engagement. Même avant de prendre la photo de quelqu'un, on demande son consentement ». (Entretien avec formatrice RAJP)

Dans ce projet, les droits de l'homme et l'égalité de sexe ont été prise en compte après l'analyse documentaire.

En effet, au niveau des droits de l'homme, ce projet dans son élaboration comme dans sa mise en œuvre a pris en compte le respect des droits humain. C'est dans ce sens que lors des consultations dans les différentes localités du projet, des violations des droits humains ont été relevés par les participants dont les conflits communautaires, les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) etc. Face à cela, des propositions de solution ont été faites parmi lesquelles figure la création d'une police de proximité, le respect des droits de l'homme, l'impartialité de la justice, le respect de la constitution, l'enseignement du droit au citoyen par l'État. (Rapport synthèse deuxième dialogue communautaire, page 5)

Au niveau de l'égalité de sexe, la revue documentaire a permis de se rendre compte de la prise en compte de cette dimension. En effet, à travers la revue documentaire, nous observons qu'il a accordé une place importante à l'égalité des sexes et la promotion du genre tant dans sa conception que dans son élaboration.

« Dans l'identification et le choix des bénéficiaires du programme notre approche a consisté à nous assurer que les jeunes femmes soient quantitativement et qualitativement représentées. Par exemple, nous avons fixé un quota minimum de 40% jeunes femmes participant à toutes nos activités ». (Rapport Annuel 2019).

Lors des consultations sur un total de 350 jeunes consultés, il y'a eu la participation de 155 jeunes femmes soit 44.54% des participants. Sur les 155 jeunes femmes participantes, 114 ont rapporté avoir augmenté leur capacité à développer des propositions et des demandes. Ce qui représente 92.90% des jeunes femmes participantes. (Rapport Annuel 2019).

Aussi, au cours des dialogues communautaires, la représentation féminine est importante. C'est ce qui apparait dans le rapport finalisé dialogue communautaire novembre 2019.

« Les dialogues communautaires à Abidjan ont réuni au total 63 jeunes dont 32 à Abobo et 31 à Yopougon. Ces activités ont enregistré dans l'ensemble, la participation de 29 femmes et 34 hommes soit une participation féminine de 46 % ». (Rapport Finalisé dialogue communautaire novembre 2019).

Les activités organisées, ont impactées la perception et l'attitude des participants sur le rôle de la femme.

« Ma perception du rôle des jeunes femmes dans la prévention des conflits a changé après ma participation à cette table ronde. Désormais je militerai pour

briser les barrières socio-culturelles afin que les femmes soient incluses et participent efficacement aux initiatives de prévention des conflits. » (Membre d'une ONG basée à Man, Rapport Annuel 2019).

Il ressort des entretiens que le projet a permis effectivement d'initier ou de renforcer les capacités des femmes sur leur rôle et implication dans la vie politique et la cohésion sociale. Les femmes consultées pendant cette évaluation voudraient que cette bonne initiative en leur faveur ait une suite.

Mais moi j'ai pensé qu'après cette formation de taille, on allait avoir un suivi. Aujourd'hui cette formation me permet de m'arrêter devant les hommes pour parler. On nous a montré que la femme aussi est capable d'être candidate à la députation, la mairie, même à la présidentielle. Ça m'a permis aussi de rentrer dans les villages et sensibiliser les autres femmes, pour leur montrer aussi leur importance dans le processus de la réconciliation. Pour aussi montrer à ces femmes qu'elles doivent sortir pour aller aux élections et donner leur avis. Dans notre association, après cette formation, il y a eu un remu ménage. Les femmes ont connu leur place un dans la société. (Mme Gbehe Victorine - Association Médiatrice)

Cette performance dans la prise en compte du genre et de la place des femmes est exprimée dans ce témoignage à l'occasion des entretiens de cette évaluation.

Oui oui ICTJ, j'ai le tricot même sur moi actuellement. Vraiment le projet là m'a fait du bien. Non seulement j'ai été formée sur les droits des femmes. C'est comme j'étais dans une boîte, une boîte bien fermée hein. Mais avec eux la boîte est ouverte et je vois clair maintenant. Et c'était comme ça pour les autres femmes de l'association. Vraiment je veux qu'on continue le projet là. (Delagoule Stéphanie, Association des femmes dynamiques)

Le développement personnel consécutif à ce projet permet à certaines bénéficiaires d'intervenir dans leurs communautés.

Parce qu'avant, moi je ne pouvais pas me permettre de m'exprimer devant les gens, dire ce que je veux, évacuer ce que je ressens. Mais avec le projet, en tout cas je remercie les organisateurs, j'arrive à exprimer ce que je veux sans peur. J'arrive à dire ce que je pense, ce qui sort de mon cœur. Par rapport au projet de ICTJ là, on a fait des séminaires, des formations. On nous a dit que nous les femmes, nous sommes des moteurs de la réconciliation. On nous a appris aussi qu'à travers nous les femmes, on arrivait facilement à pardonner. Donc moi je me dis que si on nous met au cœur de la cohésion sociale, ça peut marcher. Parce que nous les femmes, nous sommes mères, on protège beaucoup. Présentement avec les formations et séminaires là, je peux dire que nous les femmes, on peut parler.

Aujourd'hui, on nous donne la parole, on nous invite dans les réunions de communautés. Mais avant ce n'était pas le cas. Chaque fois les chefs de communauté nous appellent pour avoir aussi notre avis. Madame Fofana (Association Binkadi)

Par ailleurs la part du budget du projet alloué aux activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes était de 130,340 USD soit 34% du budget total. Au terme de ce projet à fin juin 2020, les activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes s'élevaient à 128,756 USD soit 98,78 % d'exécution.

L'analyse de contenu avec le logiciel MAXQDA 2018 avant la vérification par les entretiens, nous montre que dans la plupart des documents du projet consultés, le discours est orienté sur le respect des droits de l'homme et l'égalité des sexes. Cette tendance se vérifie par la technique du troisième arbre utilisée pendant les entretiens avec les participants.

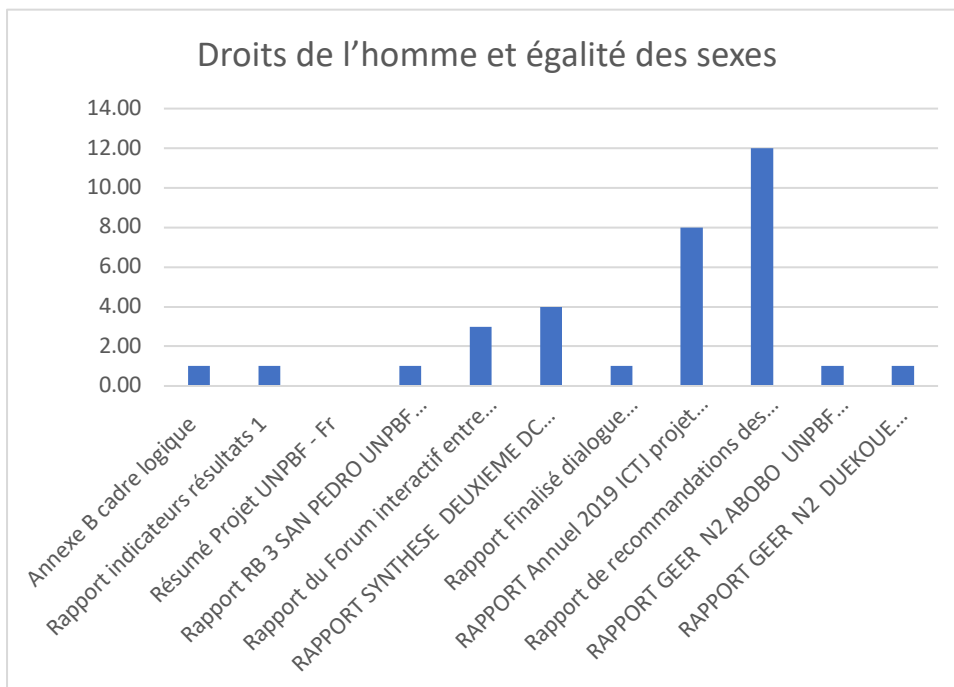


Figure 1 : Droits de l'homme et égalités de sexe dans le projet

Efficacité : les principaux indicateurs de résultats satisfaits

Il ressort des entretiens et de la consultation des documents que le projet a été mené de façon prompte d'un point de vue théorique et pratique. Le temps du projet est de 18 mois, avec des objectifs précis dans un contexte de contraintes élevées. Les activités des trois principaux résultats attendus ont été réalisées même si des activités résiduelles ont été contrariées par la pandémie du Covid-19 notamment avec les mesures de riposte prises par le gouvernement dont l'isolement de la ville d'Abidjan du reste du pays, la fermeture des frontières, le couvre-feu et l'interdiction des

rassemblements, le respect des distances physiques pendant plus de six mois couvrant la période de mars à août 2020.

Résultat 1 : Les jeunes leaders auront la capacité de présenter aux autorités étatiques, aux leaders communautaires et aux leaders religieux des propositions et des réclamations basées sur une évaluation solide des obstacles auxquels ils sont confrontés dans le cadre de la prévention et de la Consolidation de la paix.

A ce niveau il était attendu comme indicateur 1, que 70% de participants ait augmenté leur capacité à développer des propositions et des demandes. De même que 70% de jeunes femmes ait augmenté leur capacité à développer des propositions et des demandes. La méthode utilisée lors des formations et des dialogues communautaires consistait à réaliser des pré-tests et post-tests. Tous les Pré-tests rétrospectifs et Post-tests d'évaluation identifiés comme méthode d'évaluation de ce résultat montre que l'objectif de départ qui était de 70% a été dépassé car tous les participants ont estimé avoir augmenté leur capacité à développer des propositions et des demandes aux autorités compétentes en matière de paix et de cohésion sociale. Pour un objectif de 70%, il a été atteint 100%. Ces résultats sont conformes aux résultats des entretiens et au constat récurrent sur la nécessité de formation en techniques de plaidoyer des acteurs de la société civile. La violence comme voie d'expression est souvent due à cette absence de formation dans ce domaine.

« L'activité leur a permis d'acquérir des connaissances sur la méthodologie et les objectifs du dialogue communautaire ainsi que sur les pistes de plaidoyer pour leur implication en vue du renforcement de la cohésion sociale dans leur localité. Les jeunes participants ont adopté un plan de plaidoyer dans chacune des localités à l'issue des échanges sur les initiatives en faveur de la paix et de la cohésion sociale. Ce qui démontre leur capacité à plaider pour la paix dans leur localité et à s'impliquer dans le débat public à travers la mise en œuvre de leur plan de plaidoyer ». (Document de synthèse dialogue communautaires des régions, confirmé par les entretiens)

Par ailleurs les sous-produits 1, 2 et 3, du résultat 1 ont tous été réalisés. Un rapport faisant état des obstacles à la participation des jeunes et des recommandations pour leur inclusion a été produit de façon participative. Des débats radiophoniques ont été réalisés sur ce rapport. De ce point de vue, les activités prévues pour le résultat 1 ont été réalisées. En effet, les consultations menées auprès de 350 jeunes dans des localités de San-Pedro, Bouaké, Korhogo, Man, Duékoué, Abidjan (Yopougon et Abobo), ont permis d'identifier des obstacles selon les participants à leur engagement dans les actions de paix et de leur implication dans les initiatives de prévention des conflits. Des propositions d'actions pour la prévention de la répétition des violations graves des droits humains, à partir de ces obstacles ont été énoncées.

Résultats 2 : Les jeunes ivoiriens, notamment les jeunes femmes, bénéficieront du soutien nécessaire à leur participation aux initiatives locales de prévention de la résurgence de la violence impliquant les jeunes dans leurs communautés

A ce niveau les produits attendus concernaient les plans de plaidoyer de chaque localité. Comme indiqué plus haut, les dialogues communautaires ont été menés ; 14 sessions ont été réalisées sur 14 prévues.

Il a été organisé 14 sessions de dialogues communautaires auxquels ont pris part 319 jeunes dans les 7 localités du projet dont 167 jeunes hommes (52,35%) et 152 jeunes femmes (47,65%). Ces sessions

Auto évaluation des participants	Participants (N=19)		
	Aujourd'hui (1-5)	Avant (1-5)	Difference
<i>Connaissance et/ou compréhension du concept de dialogue communautaire</i>	4.37	3.16	1.21
Connaissance et/ou Compréhension de la notion de plaidoyer	4.26	2.74	1.52
Connaissance et/ou capacité à préparer un plan de plaidoyer	4.47	2.58	1.89
Connaissance et/ou compréhension des menaces à la paix et à la cohésion sociale dans ma communauté	4.26	3.47	0.79
Capacité à s'impliquer pour la paix et la cohésion sociale dans ma communauté	4.47	3.47	1
Moyenne	4.38	3.10	1.28

ont permis de discuter des obstacles identifiés lors des ateliers de consultations, de proposer des solutions et d'adopter 7 plans de plaidoyer visant à promouvoir la cohésion sociale en s'attaquant aux problèmes et tensions persistants dans chaque localité. Ces problèmes identifiés ont été regroupés sous trois thèmes : 1) la question de la formation et de l'emploi de jeunes, 2) la situation sociopolitique et sécuritaire et 3) les défis de la justice transitionnelle (impunité, non-transparence du processus de réparation). De façon transversale, des propositions visant à promouvoir la participation effective des jeunes femmes aux initiatives locales et à la prévention de la résurgence de la violence chez les jeunes dans leurs communautés ont été discutées. ⁶

Les indicateurs de départ que sont les exercices d'auto-évaluation ont été réalisés et montrent une augmentation des capacités des participants à s'impliquer dans les actions de paix et de cohésion sociale. Comme l'illustrent les exemples ci-après.

⁶ Rapport final soumis à PBSO en Juin 2020

Auto-évaluation lors du Dialogue Communautaire entre jeunes sur les initiatives à prendre pour le renforcement de la Cohésion Sociale dans leur communauté – 23 Janvier 2020 - BOUAKE (Activité. 2.1.1 & 2.1.2)

Auto evaluation des participants	Participants (N=20)		
	Aujourd'hui (1-5)	Avant (1-5)	Difference
<i>Connaissance et/ou compréhension du concept de dialogue communautaire</i>	3.95	3.05	0.9
Connaissance et/ou Compréhension de la notion de plaidoyer	4.11	2.84	1.27
Connaissance et/ou capacité à préparer un plan de plaidoyer	3.84	2.47	1.37
Connaissance et/ou compréhension des menaces à la paix et à la cohésion sociale dans ma communauté	4.05	3.42	0.63
Capacité à s'impliquer pour la paix et la cohésion sociale dans ma communauté	4.37	3.05	1.32
Moyenne	4.06	2.96	1.09

Auto-évaluation du Dialogue Communautaire entre jeunes sur les initiatives à prendre pour le renforcement de la Cohésion Sociale dans leur communauté – 21 Janvier 2020 – Duékoué (Activité. 2.1.1 & 2.1.2)

Auto evaluation des participants	Participants (N=18)		
	Aujourd'hui (1-5)	Avant (1-5)	Difference
<i>Connaissance et/ou compréhension du concept de dialogue communautaire</i>	4.00	3.00	1.00
Connaissance et/ou Compréhension de la notion de plaidoyer	4.17	3.33	0.84
Connaissance et/ou capacité à préparer un plan de plaidoyer	3.61	2.83	0.78
Connaissance et/ou compréhension des menaces à la paix et à la cohésion sociale dans ma communauté	4.22	3.56	0.66
Capacité à s'impliquer pour la paix et la cohésion sociale dans ma communauté	4.22	3.39	0.83
Moyenne	4.04	3.19	1.26

Auto-évaluation, Dialogue Communautaire entre jeunes sur les initiatives à prendre pour le renforcement de la Cohésion Sociale dans leur communauté – 21 Janvier 2020 - KORHOGO (Activité. 2.1.1 & 2.1.2)

Des programmes de radio et des séances d'écoutes réalisés autour de l'implication des jeunes dans la violence politique en côte d'ivoire

Le projet a pu réaliser 42 émissions ont été enregistrées et diffusées (6 émissions par régions) sur un objectif de 42. Les émissions radios ont été effectivement réalisées avec 7 stations que sont radio Arc en ciel Abobo, radio Man FM de Man, Radio voix du Guemon à Duekué, radio amitié à Yopougon, radio média + de Bouaké, radio satellite à Korhogo, radio Yackoi FM de San Pédro. Ces émissions ont été suivies des groupes d'écoutes le 25 août 2019. Les participants ont écouté des PAD (Prêt A Diffuser) enregistrés par des jeunes à Abidjan et à Korhogo. Les discussions et partage ont concerné certains points des PAD.

Table ronde sur les obstacles à la participation des jeunes femmes aux initiatives de prévention des conflits et au renforcement de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire

Le projet a organisé effectivement une table ronde sur le thème : « Participation des jeunes femmes aux initiatives de prévention de conflits et au renforcement de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire : défis et perspectives ». Cette table ronde a réuni 70 personnes (pour un objectif de 82) dont 38 femmes (54,29% des participants) et 32 hommes composés essentiellement des jeunes, des représentants des ministères, des ONG, et des organisations de femmes. Les participants ont analysé les enjeux et défis de la participation des jeunes femmes et proposé des mesures pour y remédier. Plusieurs propositions susceptibles d'être utilisées à des fins de plaidoyer ont été faites en vue du renforcement du leadership féminin dans le processus de paix et de cohésion sociale.

Résultats 3 : Les jeunes leaders s'engageront dans un dialogue direct avec les autorités pour situer les responsabilités et améliorer la participation et l'inclusion.

A ce niveau, un des indicateurs et la preuve qualitative d'un discours public et d'engagements pris pour prévenir la manipulation des jeunes par les politiques et amener les leaders politiques à reconnaître leur responsabilité. Plusieurs appels et discours publics sont émis en vue de contribuer à la paix et à la cohésion sociale en lien avec les élections à venir.

“ La haine n'est pas un projet de société ! La vengeance n'est pas un projet de société ! La violence n'est pas un projet de société ! Nous n'avons qu'un seul pays, la Côte d'Ivoire. Alors balle à terre ! Ne brûlons pas notre pays ! Cultivons et agissons pour la paix en Côte d'Ivoire. Bannissons la haine. Préparons le lit du développement pour offrir des perspectives heureuses aux populations, surtout à notre jeunesse.”⁷

⁷ http://www.pncs.ci/page.php?page=info_actualite&id_activ=429

“Hommes de Côte d’Ivoire, femmes de Côte d’Ivoire, Jeunes de Côte d’Ivoire, c’est la foire des hommes politiques. Ils vont vous courtiser. Ils vont chercher vos voix. Mais attention ! Regardez les projets de société qui vous sont favorables ! Ne participez pas aux projets de vengeance personnelle !”⁸.

Un appel d’apaisement à la classe politique de la Ministre de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté, 8 juin 2019

A l’issue des forums interactifs entre les jeunes et les chefs traditionnels plusieurs engagements ont été pris et des déclarations pour agir conjointement en vue de renforcer la cohésion sociale et consolider la paix dans les localités ont été observés.

« À Duekoué, nous savons ce qu’est la guerre [...] Nous sommes désormais conscients que nous devons vivre ensemble et éviter de nouvelles violences [...] pour cela nous devons nous écouter les uns les autres. [...] Cette rencontre ne devrait pas être la dernière mais le début d’un cadre permanent d’échanges et de concertation en vue de discuter de nos préoccupations communes et prévenir la répétition des crises du passé dans notre région. Nous mettons à disposition le siège du CNRCT pour abriter ces rencontres ». Chef de la Tribu Winlo, et Secrétaire Régional de la Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels (CNRCT) du Guémon

C’est le cas de cette déclaration du président du conseil national de la jeunesse de Côte d’Ivoire.

« Au nom de toute la jeunesse ivoirienne, je voudrais féliciter ICTJ et ses partenaires. La jeunesse ivoirienne souhaite se positionner comme le gardien de la paix qui fera en sorte que tous les acteurs suivent cette logique de paix et de tolérance pour que 2020 soit différent de 2010 ». Président du Conseil National des Jeunes de Côte d’Ivoire, lors de la Table Ronde organisé à Abidjan en Octobre 2019

Un autre indicateur concerne le nombre d’organisations de la société civile, d’organisations internationales et d’associations de jeunes engagées à supporter les initiatives des jeunes. A ce niveau, l’objectif de vingt-cinq organisations de départ a été dépassé car plusieurs organisations de la société civile, d’associations de jeunes se sont impliquées dans les activités du projet et se sont engagées à contribuer aux initiatives des jeunes. Cela vaut pour les organisations syndicales, religieuses, associatives et des partis politiques (FESCI, JEC, EEMCI, les jeunesses des partis politiques de chaque localité). D’autres ONG internationales telles que CARE international, le WANEP, et autres soutiennent également ces initiatives. Même au niveau local, des associations s’engagent à les soutenir comme l’union des femmes de Bangolo avec l’initiative de la maison d’écoute des femmes.

⁸ Idem

« Toutes les communautés pourront se retrouver dans cette maison, apporter des idées, faire des réunions, créer des AGR pour les activités et sensibiliser les jeunes à travers l'exemple de leurs mamans (femmes baoulés, guérés, yacoubas, burkinabés, ...). Ils verront que c'est l'idée, c'est la paix et que ça nous arrangera tous. On va tourner dos à la politique, on ne sera plus manipulé par les politiciens, on aura le temps aussi de dire la vérité à certains politiciens et ils comprendront que nous sommes occupées, qu'on n'a pas le temps de suivre quelqu'un parce qu'il faut le suivre. Nous voulons une Côte d'Ivoire avec la paix » Présidente de l'Union des femmes de Bangolo

En effet, dans le déroulement du projet, les jeunes ont tenu 41 réunions bilatérales au niveau local avec les autorités clés, notamment les préfets, sous-préfet, maires, leaders de différentes communautés ethniques et religieuses. Ces rencontres ont servi de cadre de plaidoyer et de sensibilisation des autorités contre la manipulation politique des jeunes et pour la prise en compte de leurs griefs et attentes relatifs aux mesures de reconnaissance, redevabilité, des réformes à entreprendre en vue de prévenir la répétition des violences. En plus, deux forums interactifs entre les jeunes et les chefs traditionnels à Duékoué et Bangolo qui ont mis face à face 20 jeunes et 20 chefs traditionnels dans chacune des localités. Ces dialogues directs entre ces deux groupes qui constituent des moteurs clés du changement leur ont permis de se parler et s'accorder sur la nécessité d'établir un cadre permanent de collaboration qui sera chargé de gérer les conflits potentiels et veiller à prévenir la résurgence des violences. Il faut noter également qu'une série de rencontres avec des associations de jeunes, organisations de la société civile et ONG internationales a amené à plus de 25 organisations à s'engager à supporter les initiatives des jeunes dans la prévention de la répétition des conflits en Côte d'Ivoire. En définitive plus de 90 % des représentants des ONG, des autorités et leaders politiques et communautaires interrogés pendant cette évaluation de même que les impressions recueillies pendant les rencontres bilatérales montrent une perception positive de l'engagement de la jeunesse pour la cohésion sociale et la paix.

En revanche, les restrictions liées à la pandémie COVID-19 ont affecté le plan de travail annuel 2020. Il s'agit notamment de l'interruption de la campagne de sensibilisation dénommée "tournée culturelle et artistique pour la protection de la jeunesse". Cette suspension est relative au respect de l'interdiction de rassembler plus de 50 personnes prise le Conseil National de la Sécurité parmi les mesures de riposte. Sur une prévision de 1400 personnes (200 par localité) a touché, c'est finalement 492 personnes dont 315 hommes et 177 femmes dans les localités de Bouaké et Korhogo qui l'ont été. Pour éviter les risques de contamination la tournée n'a pas pu se poursuivre dans les 3 autres localités de l'intérieur du pays. A la faveur de l'allègement des mesures restrictives, le format de cette activité a été révisé sous forme de réunions en focus group avec diverses parties prenantes à Abobo et Yopougon y compris des groupes de femmes, jeunes, chefs traditionnels et religieux. Il a été sensibilisé 185 personnes dont 82 femmes (44,32%) sur leur contribution aux initiatives de cohésion sociale dans leurs milieux. Plus tard, dans la période du 22 au 27 Juin 2020, le format révisé de la tournée artistique et culturelle a pu se tenir dans les localités de Man, Duekoué et San Pedro dans le strict respect des mesures barrières. ICTJ et ses partenaires ont pu y sensibiliser un total de 130 personnes dont 64 femmes et 66 hommes.

Un ajustement a été fait par rapport aux réunions bilatérales avec les autorités étatiques, puisqu'il était impossible de tenir des réunions physiques avec eux ; des courriers avec le résumé des

recommandations des jeunes pour la prévention de la récurrence du conflit ont été envoyés à certaines autorités.

Une efficacité dans la collaboration avec le ministère de l'éducation nationale qu'il aurait fallu étendre à d'autres ministères (ministère de la justice et des droits de l'homme, Ministère de l'intérieur et de la sécurité, Ministère de la famille, de la femme et de l'enfant, ministère de la jeunesse).

L'une des grandes réussites de ce projet est l'exemplarité de la collaboration avec le ministère de l'éducation nationale. En effet, l'encrage institutionnel de ce projet orienté vers les jeunes et les femmes reste le ministère de l'éducation nationale. L'engagement de la ministre s'est traduit au plus haut niveau par la caution de l'Etat ivoirien à travers la cosignature de la convention avec le représentant résident du système des Nations Unies pour la mise en œuvre de ce projet. A partir de cet engagement les services déconcentrés au niveau des zones d'implantation se sont impliqués pour faciliter les activités des partenaires locaux de ICTJ. Un tel engagement des quatre autres ministères cités plus haut auraient pu donner plus de motivation de leurs représentations locales et offrir plus de soutien aux jeunes et aux femmes dans leurs différentes activités. Cet encrage s'est observé pendant la présente évaluation avec la bonne disposition de ses représentants à collaborer. En effet, ICTJ a réussi à engager ce ministère depuis la ministre (dans la signature du contrat avec le PBF) jusqu'à l'implication de leurs services déconcentrés en passant par le coordonnateur national des projets de ce ministère. Ce qui a valu par exemple, la mise à disposition des salles de classes dans les zones du projet pour les rencontres.

« Le ministère a facilité l'accès de ICTJ et ses partenaires aux établissements scolaires, aux jeunes et adolescents. C'est l'appui administratif. Par exemple, pour accéder aux écoles, il leur fallait une note circulaire, une correspondance adressée aux responsables régionaux, aux chefs d'établissement pour qu'ils puissent le faire selon les règles administratives. Ce qui rend officiel leur intervention. Ce sont les gestionnaires d'établissement qui accompagnaient ICTJ sur le terrain. Sinon au niveau central, on n'était pas sur le terrain. (Entretien avec le coordonnateur national des projets du ministère de l'éducation nationale).

L'efficacité du projet réside également dans l'approche participative qui donne une plate-forme d'échange pour les participants. En effet, l'approche inclusive et participative a permis d'améliorer la participation des jeunes à la définition de stratégies qui diminuent les facteurs du conflit. Pourvu que les espaces d'expression et de plaidoyer créés pour les jeunes à travers les réunions bilatérales avec les autorités au niveau local et national se poursuivent au-delà de ce projet. Pendant la mise en œuvre des activités un effort a été fait pour assurer relativement la participation et la collaboration entre plusieurs acteurs et institutions au centres d'intérêts différents. C'est le cas du forum interactif entre les jeunes et les chefs traditionnels à Duékoué et Bangolo. Cette activité a permis aux deux groupes d'identifier des moyens de travailler ensemble pour faire face aux tensions non-résolus. Spécifiquement, le forum a aidé les chefs traditionnels à comprendre les griefs des jeunes. En outre, la mise à contribution du secteur de la communication pour la diffusion des activités (radios, télévision, articles de presse, réseaux sociaux) a été menée avec satisfaction. Les programmes locaux de discussion radiophoniques ont servi de cadre d'échanges où les jeunes ont pu s'exprimer et faire des

propositions sur des sujets de préoccupations de la jeunesse ; avec 42 émissions radio diffusées au moins 162 fois dans 7 stations locales partenaires. À cela s'ajoute les évaluations après les activités qui montrent un taux de satisfaction élevé de 90.80% soit 316 participants sur 348 jeunes, estimant avoir augmenté leur capacité à développer des propositions et des demandes aux autorités qui reste l'un des objectifs essentiels du projet. (Rapport Annuel 2019).

Par ailleurs, le projet a apporté les preuves de chaque activité menée à travers les prises d'images et les listes de présence. En outre les consultations ont pu identifier les différents maux qui minent la société ivoirienne susceptible d'engendrer des conflits.

« Dans chaque localité, les discussions ont permis aux jeunes d'analyser les problèmes conflictuels susceptibles de créer des tensions dans leurs communautés. Ces problèmes identifiés ont été regroupés sous trois thématiques : 1) la question de la formation et de l'emploi de jeunes, 2) la situation sociopolitique et sécuritaire (circulation illicite des armes, drogues, insécurité, manipulation politique des jeunes) ; et 3) les défis de la justice transitionnelle (impunité, non-transparence du processus de réparation) ». (Rapport Annuel 2019)

« Pour les dialogues communautaires, on a eu deux à San Pedro qui se faisaient sous forme d'atelier toute la journée. On faisait des focus group et après il y avait des évaluations. Ce sont surtout les évaluations qui ont été apprécié par les jeunes. Chacun se libérait comme il pouvait. Je me suis approché du président des jeunes de San Pedro et il m'a mis en contact avec les associations de jeunes de quartier. Parmi ceux qui ont participé, il y avait des élèves, certains dans la vie actives, d'autres aussi qui travaillaient. La difficulté à ce niveau est que lorsqu'il y avait ces genres d'activités, c'est pratiquement à une semaine on nous informe. Donc on avait un problème de temps dans l'organisation. On devait être sur le terrain pour trouver un lieu et même les participants » (Entretien avec RAJP San-Pedro).

Un engagement pour la paix par les réseaux sociaux

Le projet a réussi à créer des espaces pour que les jeunes puissent continuer à échanger et contribuer à briser la méfiance et les manipulations politiciennes afin d'atténuer les risques de violence. Il s'agit des espaces dénommés *jeunesse pacifique de Côte d'Ivoire*, avec un groupe WhatsApp, une page Facebook et un compte twitter. (WhatsApp : <https://chat.whatsapp.com/HS7OYHUrvi96S9KNhvHlkz> ; Facebook : <https://www.facebook.com/groups/2496157017285023/> ; Twitter Jeunesse Pacifique Côte d'Ivoire @jpacifik).

Les défis de l'approche

L'une des limites de l'approche est souvent l'indisponibilité de certaines autorités administratives et politiques au niveau local (préfet et autres) pendant les activités alors que l'objectif visé est de leur permettre de traduire en acte la contribution des jeunes à la paix et à la cohésion sociale. Cela était dû très souvent à un conflit de calendrier car ces autorités étaient très sollicitées en raison de l'intensité des activités sociopolitiques surtout à l'approche des élections. Et le temps d'exécution de ce projet ne permettait pas de faire autrement. Il s'agissait là d'un défi majeur pour la mise en œuvre du projet.

Un autre défi est la limitation des activités en ville alors que les actes de violence se commettent également en milieu rural.

« Nous on travaille beaucoup en zone rurale mais ils n'ont pas été touchés. Ce sont des gens aussi qui sont beaucoup manipulés par les politiciens. Donc je pense que les jeunes des zones rurales doivent en bénéficier. Dans les zones rurales, il faut toucher les chefs de villages, de jeunesse. Il faut qu'on travaille avant, pendant et après les élections. Et puis dans les zones rurales il faut beaucoup de communications. Je vous assure que certains ont décidé de ne même plus voter parce qu'ils ont perdu soit un parent ou eux-mêmes ont vécu des choses. A ceux-là il faut expliquer que c'est un droit pour eux de voter et les emmener à se surpasser » (entretien FDPCI Bouaké).

Efficiences : une bonne tenue des ressources et du calendrier malgré les contraintes liées à la pandémie du COVID-19

Les différents rapports du projet ont été faits selon le calendrier initial du projet. Les plans de travail 2019 et 2020 de même que les plans de décaissements y afférents ont été réalisés malgré les contraintes liées à la pandémie du COVID-19. En attendant les rapports d'audits financiers, le taux de réalisation financière se situe à 89%.

La pandémie a perturbé le cours des activités du projet. Mais ICTJ a pu prendre les mesures en vue d'assurer la continuité des activités avec ses partenaires d'exécution dans le strict respect des mesures du gouvernement. L'activité intitulée « Tournée Culturelle et artistique pour un plaidoyer pour la protection de la jeunesse dans les régions » (Activité 3.1.5), prévue être exécutée courant mars 2020 n'a pu l'être que partiellement en raison de l'avènement de la pandémie de la COVID-19 et les mesures prises par le gouvernement ivoirien. Sur cinq localités ciblées, l'activité a pu être réalisée que dans deux localités. Trois mois plus tard et en la faveur de l'allègement des mesures restrictives, ICTJ et ses partenaires ont pu mettre en œuvre ces activités résiduelles selon un format révisé, réajusté et adapté au contexte de la lutte contre la COVID-19. La mise en œuvre confiée conjointement à FDPCI et RAJP, s'est déroulée dans les localités de Man, Duékoué et San Pedro (entre le 15 et le 26 juin 2020). En définitive, toutes les activités du projet ont été mises en œuvre avant le 30 juin 2020 date de la fin du projet.

Durabilité : bâtir sur l'espoir de l'ancrage institutionnel du ministère de l'éducation nationale et de l'expérience des acteurs de la société civile

Le défi de la durabilité des acquis de ce projet pilote se trouve dans l'appropriation et la capitalisation de cette expérience par les jeunes et surtout un ancrage institutionnel solide et l'engagement concret de l'Etat à les soutenir. Comme indiqué plus haut, l'une des réussites importantes de ce projet est l'engagement du ministère de l'éducation nationale. L'engagement de la ministre s'est traduit au plus haut niveau par la caution de l'Etat ivoirien à travers la cosignature de la convention avec le représentant résident du système des Nations Unies pour la mise en œuvre de ce projet. A partir de cet engagement les services déconcentrés au niveau des zones d'implantation se sont impliqués pour faciliter les activités des partenaires locaux de ICTJ. Un tel engagement des quatre autres ministères cités plus haut auraient pu donner plus de motivation de la part de leurs représentations locales et offrir plus de soutien aux jeunes et aux femmes dans leurs différentes activités. Comme tout projet

sous la fenêtre IRF, celui-ci doit pouvoir jouer un rôle catalyseur afin de déclencher d'autres partenariats privés, publics dans la consolidation de la paix par les jeunes. Et c'est à niveau que le ministère de l'éducation nationale peut servir de tremplin, car les autres ministères comme ceux de la jeunesse, de la justice et des droits de l'homme, de la solidarité et de la cohésion sociale n'ont pas montré cette disposition. En effet comme le projet a un emploi du temps relativement court, les négociations qui prennent assez de temps avant un véritable engagement de leur part ne pouvaient se faire. Dans la poursuite des acquis de ce projet, un effort doit être fait pour obtenir leur engagement à l'avenir.

Au niveau des organisations de la société civile, le choix des partenaires de mise en œuvre et les expériences acquises sont de nature à contribuer à la durabilité de ce projet. En effet Femme Debout pour le Progrès et la Paix (FDPCI), ont bénéficié d'un renforcement de capacité sur les thématiques du projet et sur la gestion technique, administrative et financière de projets. Les jeunes participants ont adopté un plan de plaidoyer dans chacune des localités à l'issue des échanges sur les initiatives en faveur de la paix et de la cohésion sociale. Ce qui démontre leur capacité à plaider pour la paix dans leur localité et à s'impliquer dans le débat public à travers la mise en œuvre de leur plan de plaidoyer. Le fait de prendre le relais et exécuter les activités restantes du projet par délégation de ICTJ montre la capacité et la compétence de RAJP et de FDPCI de conduire de telles activités dans le futur.

De nombreux jeunes qui ont bénéficié de formation sur les techniques de plaidoyer ont acquis des aptitudes et capacité de conduire des actions afin que les décideurs politiques puissent prendre en compte leurs besoins, leurs attentes et leur vision de l'avenir pacifique du pays. Les réunions bilatérales réalisées avec les autorités locales de même que les programmes radiophoniques locaux ont permis de susciter le débat entre les jeunes d'une même communauté sur la question de la violence. Au-delà des initiatives liées au projet, les jeunes qui prennent part aux activités continuent comme des relais les échanges sur les initiatives à prendre pour leur participation au renforcement de la cohésion sociale.

Le principal risque qui pourrait menacer la durabilité du projet est l'absence de volonté politique sincère de la part des autorités à prendre en compte les besoins exprimés par les jeunes. En effet, au-delà de s'asseoir et parler avec les jeunes lors des réunions bilatérales et autres rencontres d'échanges, les autorités devraient montrer plus de crédibilité en prenant des mesures concrètes pour adresser les problèmes que présentent les jeunes. Cependant, à cause de leur perception de la notion de cohésion sociale qui est encore trop axée sur la nécessité d'éviter les conflits plutôt que sur le traitement des griefs et des frustrations, la tendance pour les autorités est de parler et de ne pas agir beaucoup sur des problèmes concrets. Dans ce cas, les jeunes pourraient être beaucoup plus frustrés si leurs aspirations continuent d'être ignorées ou ne pas être transformées en politiques qui débouchent sur des solutions durables. Le cumul de frustration des jeunes peut engendrer des réactions inattendues voire violente car selon certains jeunes « si tu veux qu'on t'écoute, « il faut hurler ». Et il aurait été judicieux de continuer ces activités jusqu'aux élections d'octobre 2020.

« Avec les émissions radio, il y a des gens qui nous approchent pour dire que les sujets sont vraiment intéressants. Maintenant à notre niveau, les gens qu'on forme et sensibilise, l'objectif c'est que ces personnes soient nos porte-paroles auprès de ceux qui n'ont pas bénéficié de cela directement. Mais si le projet ne continue pas un peu pour qu'on voit les effets et voir si c'est durable, vous voyez qu'actuellement c'est un peu difficile. Sinon si on continue un peu je pense que les effets seront visibles et vont durer dans le temps. Vous savez que ce sont bientôt les élections, on souhaite vraiment que les activités continuent jusqu'à un mois

des élections. Là les messages seront encore frais dans la tête des jeunes. Et puis avec ce temps, plusieurs autres jeunes pourront participer et informer aussi leur entourage ». (Entretien avec FDPCI Korhogo).

Au-delà de toutes ces incertitudes, la collaboration exemplaire du ministère de l'éducation nationale reste un atout majeur pour la durabilité.

« Pour la durabilité au niveau des élèves, je pense qu'ils doivent installer des points focaux ou bien alors des pairs éducateurs. En tout cas des élèves capables de continuer l'activité, d'être des pairs encadreurs de leurs collègues, leurs camarades. Normalement c'est au niveau des écoles, des gestionnaires on peut voir quel est le mécanisme concrètement qui a été mis en place pour pouvoir assurer la pérennisation de ce projet ».

Impact : les élections à venir comme test

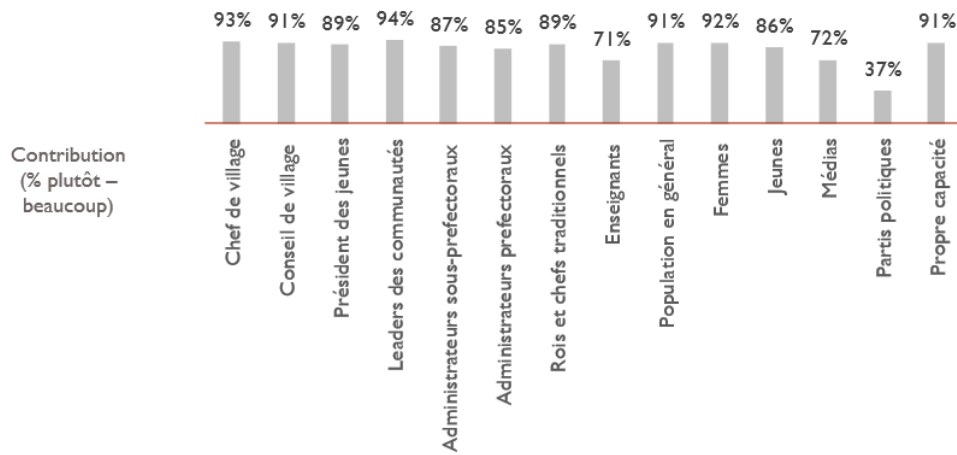
L'impact du projet se situe au niveau de l'effet produit par les activités réalisés par le projet chez les différents acteurs consultés. Cet impact ne pourra se mesurer qu'à moyen terme au moins surtout avec comme test les élections à venir dans quatre mois au-delà des discours. Comme montré plus haut les résultats attendus ont été atteints. Les acteurs de la société civile et des jeunes ont eu leur capacité renforcée.

« Il y a une amélioration mais quand ce n'est pas continue, on sent une cassure. Les gens font face à tellement de problème sur le terrain c'est un peu difficile. Beaucoup reste à faire » (Entretien avec RAJP Bouaké).

Le réseau des acteurs autour du projet : pour consolider les approches

Cette cartographie des parties prenantes permet d'identifier les acteurs clés, leur pouvoir, leurs rôles et leurs rapports. Elle est constituée de quatre étapes qui consistent à définir les acteurs clefs ; leurs différents types de relations ; leur rôle (positif, négatif ou neutre) ; leur pouvoir. Il s'agit de visualiser l'écosystème créer autour de ce projet afin de mieux comprendre ses effets et les ressorts sur lesquels agir à l'avenir pour de telles interventions. Les résultats obtenus avec les entretiens pendant l'évaluation sont conformes à ceux issus de l'étude de perception du programme d'appui à la consolidation de la paix de novembre 2019. En effet les acteurs importants qui ont ou auraient dû participer en raison de leur poids sur la prise des décisions ont été relevés.

Figure 14 : Contribution des acteurs à la paix

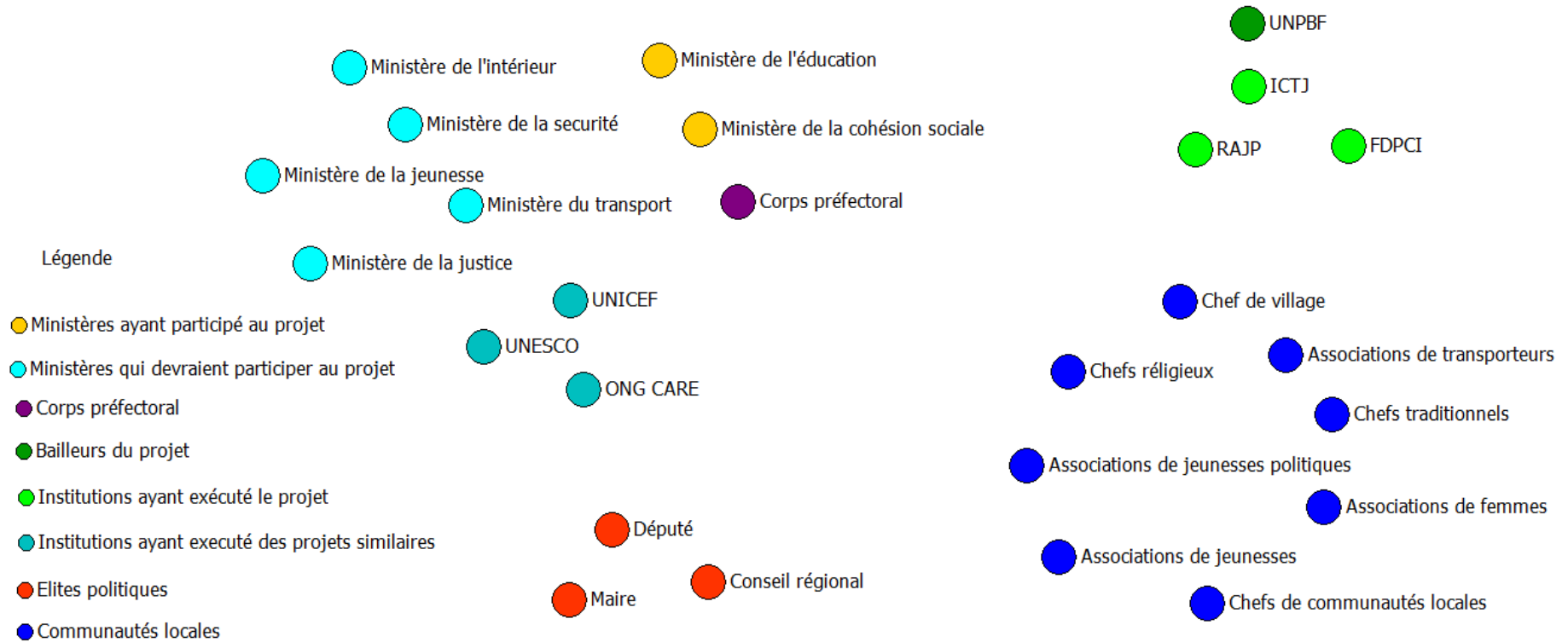


Patrick Vinck (2019). Côte d'Ivoire : étude de perception programme d'appui à la consolidation de la paix & plan prioritaire II novembre 2019 p. 32

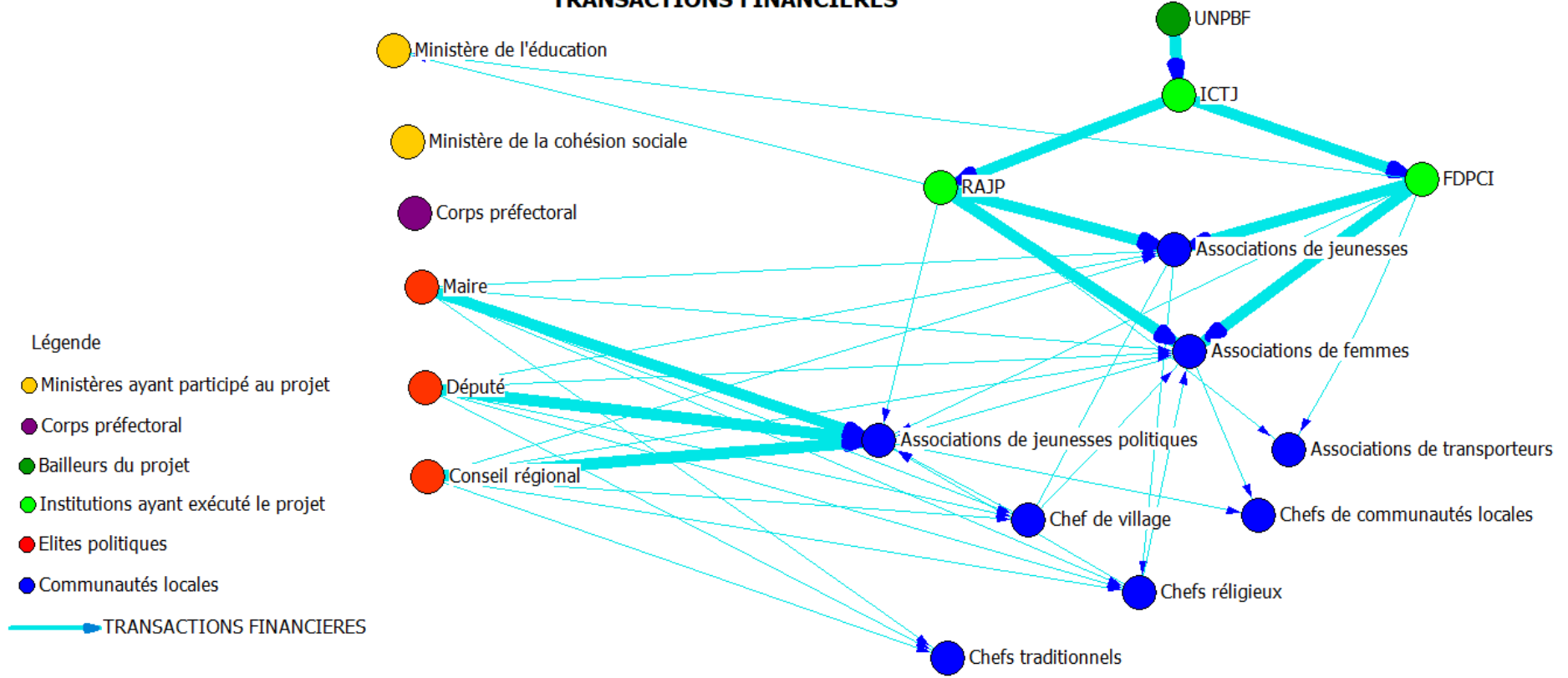
paix & plan

Sur la base des entretiens et observations de l'évaluation, des espaces sociaux sont déterminés avec les principaux acteurs à considérer. Trois types de relations ont été déterminés à savoir les relations économiques (financières), les relations culturelles et les rapports de pouvoirs (les niveaux de prises de décisions).

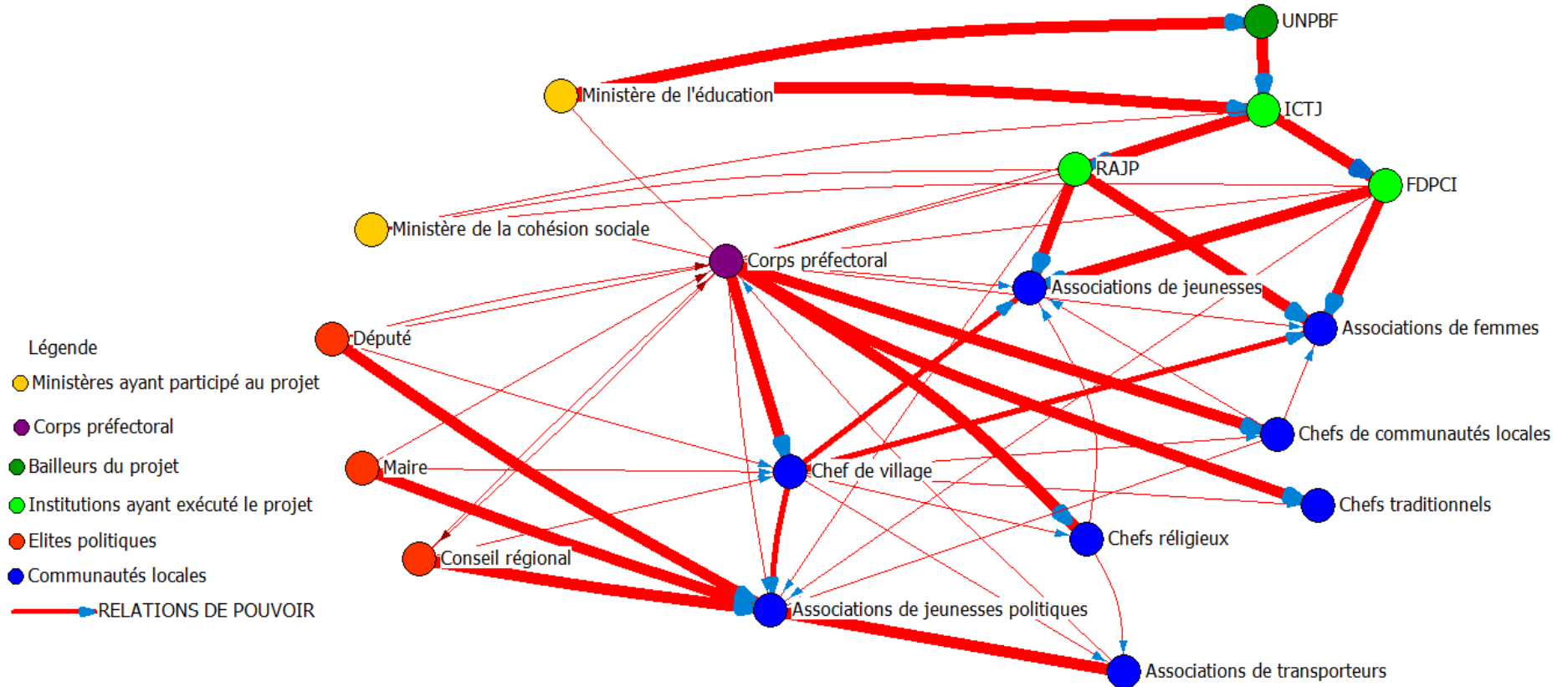
PRINCIPAUX ACTEURS A MOBILISER POUR LA PREVENTION DES CONFLITS



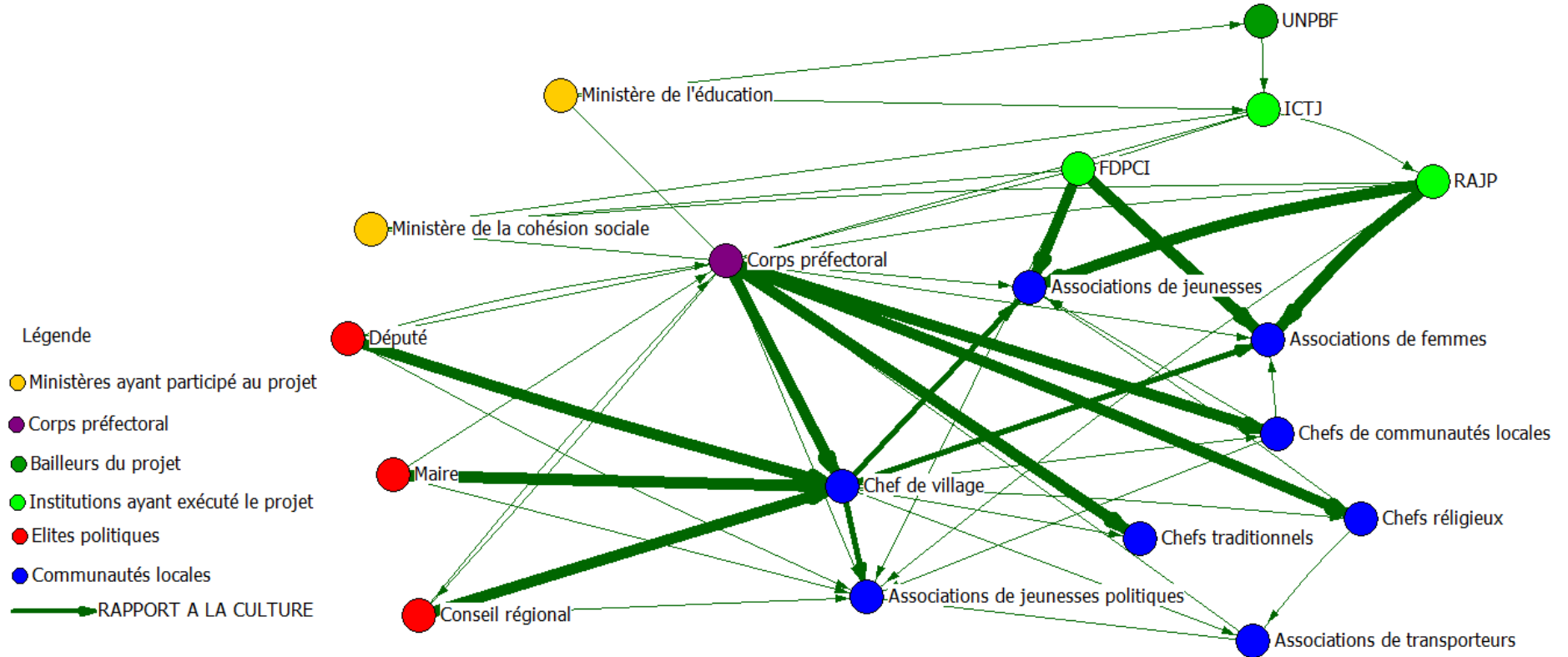
TRANSACTIONS FINANCIERES



RELATIONS DE POUVOIR



RAPPORT A LA CULTURE



Recommandations

L'évaluation a permis de faire ressortir les recommandations suivantes :

Au PBF et à ses partenaires

- Etendre ce type de projet à d'autres zones sensibles du pays. Les zones identifiées pour la mise en œuvre du projet se sont basées sur les zones de violence et d'atrocités de la crise postélectorale de 2010 – 2011. D'autres foyers de tensions se sont créés à la lumière de la reconfiguration de l'espace politique et au délitement des alliances politiques passées. Des bastions de certains leaders et prétendants aux élections présidentielles et locales n'ont pas été pris en compte. D'autres foyers connus comme Bonon, Bouna, Béoumi, Ferké, Bangolo n'ont pas été pris en compte. Sur cette base, l'évaluation propose d'étendre ce type de projet à ces zones avec le concours du PBF et le système des Nations Unies
- Associer les projets de paix à l'autonomisation des jeunes (y compris les jeunes filles) par les activités génératrices de revenus et l'accès aux emplois décent. Car l'exploitation de la misère et de la précarité des jeunes par les politiciens fragilisent les efforts et les acquis de tels projets.
- Favoriser une collaboration entre les structures bénéficiaires de projets similaires du PBF pour partage d'expériences et la mutualisation des efforts. Le PBF devra mettre en place, une plateforme d'échange formelle en utilisant les réseaux sociaux et des ateliers.

Aux partenaires de mise en œuvre de (ICTJ, FDPCI et RAJP)

- Créer un réseau d'amis des responsables de jeunesse politiques, des canaux de communication permanents (un groupe WhatsApp dédié à ces jeunes) pour continuer à briser les murs de méfiance et les rumeurs qui constituent les éléments déclencheurs des violences pendant les périodes électorales. C'est le cas des violences survenues à Dabou pendant la campagne électorale en cours (officiellement 16 morts et de nombreux blessés) et Bongouanou (plus de 6 morts) où le mode opératoire est de distiller de folles rumeurs sur des attaques imminentes des camps ou communautés par les camps et communautés supposés opposés.
- Les instances chargées des élections au niveau national et local à savoir la CEI, le Conseil constitutionnel, et les partis politiques devront être des destinataires privilégiés des recommandations de la jeunesse.
- Installer des points focaux ou des pairs éducateurs dans les écoles avec des élèves capables de continuer l'activité, d'être des pairs encadreurs de leurs collègues, leurs camarades. Il est bien de toujours traduire les bonnes pratiques dans le comportement des adolescents, des jeunes. Et ça devait s'inscrire un peu pour les établissements qui ont bénéficié de cet appui dans le programme des établissements qui ont reçu cette formation. C'est-à-dire qu'à la rentrée, on redynamise la structure qui est mise en place, et on continue l'activité.
- ICTJ devra capitaliser la bonne collaboration avec le ministère de l'éducation nationale ; leur adresser un courrier de remerciement pour la qualité de la collaboration et les inviter à continuer la collaboration avec les acteurs de mise en œuvre.

Conclusion

Le Centre International pour la Justice Transitionnelle (ICTJ) a exécuté en Côte d'Ivoire un projet intitulé « Soutenir la participation des jeunes à la prévention de la répétition des atrocités de masse en Côte d'Ivoire » du premier janvier 2019 au 30 juin 2020. Ce projet a été financé par le Fonds des Nations

Unies pour la Consolidation de la Paix (UNPBF), dont l'objectif global est de contribuer à renforcer la participation de la jeunesse ivoirienne à la définition de stratégies pour surmonter les séquelles du conflit et contribuer à une paix durable. De fait, la Côte d'Ivoire se prépare pour de nouvelles élections en 2020, mais l'on observe des tensions économiques et sociales persistantes qui se manifestent par des conflits communautaires et des affrontements inter-ethniques récurrents. Ces tensions créent un contexte dangereux, qui a déjà mené par le passé à une grave crise post-électorale. Sur la base de l'expérience de l'ICTJ à travers le monde et particulièrement en Côte d'Ivoire, les jeunes sont identifiés comme des acteurs essentiels du changement, avec un grand potentiel très souvent inexploité pour mettre fin aux cycles de violence. Pour réaliser l'évaluation finale de ce projet, un appel à candidature a été lancé. Il s'agit de fournir à l'ICTJ et à ses partenaires une évaluation globale de la mise en œuvre du projet notamment du point de vue de sa pertinence, son efficacité, son efficacité, sa durabilité et son impact selon les critères d'évaluation de l'OECD-DAC avec un accent particulier sur l'évaluation des résultats obtenus à la fin de ce projet.

Au niveau du Résultat 1 : Les jeunes leaders auront la capacité de présenter aux autorités étatiques, aux leaders communautaires et aux leaders religieux des propositions et des réclamations basées sur une évaluation solide des obstacles auxquels ils sont confrontés. Sur un objectif de 90.8 % attendu, 92.9% de participants ont augmenté leur capacité à développer des propositions et des demandes, comprenant 352 jeunes dont 198 hommes et 153 femmes dans les zones d'Abobo, Yopougon, Bouaké, Korhogo, Duékoué, Man et San Pédro.

Au niveau du Résultat 2 : Les jeunes ivoiriens, notamment les jeunes femmes, bénéficieront du soutien nécessaire à leur participation aux initiatives locales de prévention de la résurgence de la violence impliquant les jeunes dans leurs communautés. A ce niveau, 14 sessions de dialogues communautaires ont été réalisées à savoir 2 dans chaque localité du projet. A l'issue de ces dialogues communautaires, des plans de plaidoyer ont été élaborés (2 dans chaque localité du projet), de même que les groupes qui auront la charge de mener ces plaidoyers. De même 42 émissions radio ont été enregistrées et diffusées (6 émissions par régions) avec 347 jeunes femmes (41.30%) sur 840 personnes qui ont participé aux groupes d'écoute de ces émissions. De même, les tables rondes de discussions comprenant des représentants de la jeunesse, des ministères, des ONG et des organisations de femmes ont été réalisées avec 70 participants dont 38 Femmes et 32 Hommes.

Quant au Résultat 3 : Les jeunes leaders s'engageront dans un dialogue direct avec les autorités pour situer les responsabilités et améliorer la participation et l'inclusion. A cet niveau, 100% des acteurs interviewés pendant l'évaluation externe témoignent de la perception de l'engagement de la jeunesse pour la cohésion sociale et la paix. Au total 11 autorités étatiques ont été touchées dont 6 rencontrées physiquement et 5 à qui des courriers de plaidoyers ont été adressés en raison des mesures restrictives liées à COVID 19. Dans cet élan, 25 organisations de la société civile, organisations internationales et associations de jeunes se sont engagées à supporter les initiatives des jeunes. Les tournées artistiques ont été contrariées par les mesures barrières liées à la Covid-19, de sorte que sur un objectif de 1400 personnes à sensibiliser (200 par région), 677 personnes l'ont été effectivement y compris 492 lors de la tournée artistique et culturelle dans les localités de Korhogo et Bouaké et 185 à Abobo et Yopougon.

Il ressort de cette évaluation que le projet est pertinent au regard de la situation politique actuelle et des menaces violences réelles liées à ces élections, et s'inscrit dans les priorités des différents programmes de l'Etat ivoirien. Le projet a été mené de façon globalement satisfaisante par la mise en œuvre des activités prévues même si dans les quatre derniers de son exécution, il a été contrarié par l'épidémie en cours du COVID – 19 ; et ICTJ et ses partenaires se sont adaptés à cette situation pour l'achèvement des activités résiduelles. Si l'intégration de la dimension genre et surtout la participation des jeunes et des femmes a été réalisée, le défi majeur reste la durabilité des effets d'un tel projet, son appropriation par les acteurs étatique avec un ancrage institutionnel solide afin d'assurer une durabilité organisationnelle, structurelle et financière pour les partenaires de mise en œuvre que sont le RAJP et le FDPCI. L'une des grandes réussites de ce projet reste la collaboration exemplaire du ministère de l'éducation nationale qui était représentée lors des différentes activités sur laquelle il faudra capitaliser pour assurer un ancrage institutionnel pour la durabilité. Des recommandations ont été faites sur la base des leçons apprises de ce projet financé sous la fenêtre IRF du PBF, en vue de renforcer la mise en œuvre de tels projets par l'ITCJ et ses partenaires à l'avenir.

Références (Autres)

Commission économique pour l'Afrique, Union africaine, Groupe de la Banque africaine de développement et Programme des Nations Unies pour le développement (2016). OMD-Agenda 2063/ODD Rapport de transition 2016. Vers une approche intégrée et cohérente du développement durable en Afrique. https://au.int/sites/default/files/pages/32828-file-mdgsdg_transition_report_summary_fr.pdf Consulté le 11 mai 2020

Commission de l'Union Africaine (2015). Agenda 2063 L'Afrique Que Nous Voulons. https://au.int/sites/default/files/documents/36204-doc-agenda2063_popular_version_fr.pdf, consulté le 11 juin 2020

Groupe consultatif Côte d'Ivoire (2016), Résumé PND 2016-2020, http://www.gcpnd.gouv.ci/fichier/doc/ResumePND2016-2020_def.pdf, Consulté le 11 juin 2020

Banque Africaine de Développement Fonds Africain de Développement. Document de stratégie pays (DSP 2018- 2022) combiné avec la revue de la performance du portefeuille pays 2018. Septembre 2018. [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/COTE_D_IVOIRE - DSP 2018-2022 et RPPP 2018.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/COTE_D_IVOIRE_-_DSP_2018-2022_et_RPPP_2018.pdf) , Consulté le 11 juin 2020

ENSEA (2019). Etude d'impact des projets/programmes du plan prioritaire 2 (PP2) et enquête de référence du programme d'appui à la consolidation de la paix (PACOP)

Rapport mission de suivi des projets/programmes PBF/PACOP dans les zones Centre et Nord, du 15 au 18 juillet 2018

Rapport mission de suivi des projets/programmes PBF/PACOP, du 08 au 11 juillet 2018

Patrick Vinck (2019). Côte d'Ivoire : étude de perception programme d'appui à la consolidation de la paix & plan prioritaire II novembre 2019

Fernanda Faria, Belén Díaz, Guy Oscar Toupko (2019). Évaluation du portefeuille de projets du Fonds de Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire (2015-2019). Rapport final 30 décembre 2019. [https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/cdi_final_report - french.pdf](https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/cdi_final_report_-_french.pdf), Consulté le 20 juin 2020

Annexes

Cadre logique et résultats obtenus (rapport final du projet, juin 2020)

	Indicateurs	Données de base	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur
Résultat 1 Les jeunes leaders auront la capacité de présenter aux autorités étatiques, aux leaders communautaires et au leaders religieux des propositions et des réclamations basées sur une évaluation solide des obstacles auxquels ils sont confrontés	Indicateur 1.1 Pourcentage de participants qui ont augmenté leur capacité à développer des propositions et des demandes.	N/A	70%	Résultats atteints (chiffre clé:90.8)
	Indicateur 1.2 Pourcentage de jeunes femmes qui ont augmenté leur capacité à développer des propositions et des demandes.	N/A	70%	Résultats atteints (chiffre clé:92.9)
	Indicateur 1.3			
Produit 1.1 Production d'un rapport qui fait état des obstacles à la participation des jeunes et des recommandations pour leur inclusion	Indicateur 1.1.1 Nombre de rapports écrits par les jeunes	-	-	Rapport rédigé (chiffre clé:1)
	Indicateur 1.1.2 Pourcentage de jeunes femmes qui ont participé au processus. Nombre total des jeunes consultés, classés selon leur âge et leur sexe	NA NA	40% -	Activité réalisée (chiffre clé:43) 352 jeunes ont été consultés dans les zone d'Abobo, Yopougon, Bouaké, Korhogo, Duékoué, Man et San pédro dont 198 hommes et 153 femmes (chiffre clé:0)
Produit 1.2 Lancement du rapport et discussions de groupe	Indicateur 1.2.1 Nombre et qualité des participants à la cérémonie de lancement du rapport.		100 (jeunes, politiciens, société civile, ONGs internationales, medias, associations de jeunes)	100 personnes ont participé à la cérémonie de lancement du rapport de recommandations des jeunes y compris 69 hommes et 31 femmes (chiffre clé:100)
	Indicateur 1.2.2 Nombre de copies du rapport distribuées	-	Nombre de rapport	150 copies ont été distribués à Abidjan dont 100 lors de la cérémonie de lancement. 250 copies ont été distribués par les point focaux des 5 localités (Bouaké, Korhogo, Man, Duékoué et San Pedro) aux autorités locales lors des

	Indicateurs	Données de base	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur
				réunions bilatérales (chiffre clé:400)
Produit 1.3 Discussions radio autour du rapport	Indicateur 1.3.1 Nombre de programmes radios produits et enregistrés	-	02	Nous avons enregistré et diffusé 2 programmes radios (chiffre clé:2)
	Indicateur 1.3.2 Nombre total des jeunes et des autorités locales qui ont participé aux groupes d'écoute Perception qu'ont les participants du programme radio de discussions et du rapport (pourcentage)	- NA	210 60% des participants reconnaissent l'utilité du programme radio et du rapport.	280 (chiffre clé:280) 100% des participants reconnaissent l'utilité du programme radio et du rapport. (chiffre clé: 100)
Produit 1.4	Indicateur 1.4.1	Déclaration des participants, entretiens avec les bénéficiaires Evaluation externe, interviews semi dirigées pour sonder un nombre de femmes de chaque communauté. // fin du projet	14 (2 par régions)	14 déclarations d'une perception positive du rôle et de la capacité des femmes à contribuer à la paix et la cohésion sociale
	Indicateur 1.4.2			
Résultat 2 Les jeunes ivoiriens, notamment les jeunes femmes, bénéficieront du soutien nécessaire à leur participation aux initiatives locales de prévention de la résurgence de la violence impliquant les jeunes dans leurs communautés	Indicateur 2.1 Proportion des jeunes femmes des communautés cibles se déclarant capables de participer en toute sécurité aux initiatives locales.			
	Indicateur 2.2 Nombre de dialogues communautaires organisés dans les régions parmi les jeunes	-	14 (2 per region)	14 sessions de dialogues communautaires réalisées (2 dans chaque localité du projet) (chiffre clé:14)
	Indicateur 2.3			

	Indicateurs	Données de base	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur
Produit 2.1 Des plans de plaidoyer local et des groupes sont établis.	Indicateur 2.1.1 Nombre de groupes et de plans locaux de plaidoyer établis	-	07 (1 par région)	Nous avons élaboré un plan de plaidoyer dans chacune des 7 localités du projet ainsi les groupes qui seront en charge de mener les plaidoyers. (chiffre clé:7)
	Indicateur 2.1.2	-		
Produit 2.2 Programmes radio locaux	Indicateur 2.2.1 Nombre de programmes radios locaux	-	42 programmes radio (6 par région)	42 émissions ont été enregistrées et diffusées (6 émissions par régions) (chiffre clé:42)
	Indicateur 2.2.2 Pourcentage de jeunes femmes participant aux programmes radios et aux groupes d'écoute.	-	40%	347 jeunes femmes sur 840 personnes ont participé aux groupes d'écoute soit 41.30 (chiffre clé:41.30)
Produit 2.3 Table ronde de discussions	Indicateur 2.3.1 Nombre et affiliation des participants	N/A	50 (comprenant des représentants de la jeunesse, des ministres, des ongs et des organisations de femmes)	70 participants dont 38 Femmes et 32 Hommes composés des représentants de la jeunesse, des ministres, des ONG et des organisations de femmes (chiffre clé:82)
	Indicateur 2.3.2			
Produit 2.4	Indicateur 2.4.1			
	Indicateur 2.4.2			
Résultat 3 Les jeunes leaders s'engageront dans un dialogue direct avec les autorités pour situer les responsabilités et améliorer la participation et l'inclusion.	Indicateur 3.1 Preuve qualitative d'un discours public et d'engagements pris pour prévenir la manipulation des jeunes par les politiques et amener les leaders politiques à reconnaître leur responsabilité.	-	3 exemples	4 exemples ont été présentés par l'évaluation externe y compris celui de la ministre de la solidarité et de la cohésion sociale
	Indicateur 3.2 La perception de l'engagement de la jeunesse pour la cohésion sociale et la paix par les parties prenantes locales (ong, autorités, leaders politiques et	-	70%	100% de ces acteurs interviewés pendant l'évaluation externe témoigne de la perception de l'engagement de la jeunesse pour la cohésion sociale et la paix

	Indicateurs	Données de base	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur
	communautaires) (pourcentage)			
	Indicateur 3.3			
Produit 3.1 Tournée régionale par la RAJP et l'ICTJ	Indicateur 3.1.1 Nombre d'autorités locales rencontrées et sensibilisées, de femmes leaders rencontrées	-	24 autorités locales et 14 femmes leaders	Au total 41 autorités locales dont 14 femmes leaders ont été rencontrées dans 5 localités. (chiffre clé:41)
	Indicateur 3.1.2 Nombre d'autorités étatiques rencontrées et sensibilisées	-	10	Au total 11 autorités étatiques ont été touchées dont 6 rencontrées physiquement et 5 à qui nous avons adressé des courriers de plaidoyers en raison des mesures restrictives liées à COVID 19 (chiffre clé:11)
	Indicateur 3.1.3 Nombre d'organisations de la société civile, d'organisations internationales et d'associations de jeunes engagées à supporter les initiatives des jeunes.	-	25	25 organisations de la société civile, organisations internationales et associations de jeunes se sont engagées à supporter les initiatives des jeunes.
	Indicateur 3.1.4 Nombre de participants aux initiatives de plaidoyer	-	1400 personnes sensibilisées (200 par région)	677 personnes ont été sensibilisées y compris 492 lors de la tournée artistique et culturelle dans les localités de Korhogo et Bouaké et 185 à Abobo et Yopougon

Acronymes

ICTJ International Center For Transitional Justice

AFJCI Association des Femmes Juristes de la Côte d'Ivoire

AGR Activités Génératrices de Revenus

BAD Banque Africaine de Développement

CDVR Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation

CNDHCI Commission Nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire

ComNat-ALPC Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération et la Circulation illicite des Armes Légères et de Petit Calibre

CONARIV Commission Nationale pour la réconciliation et de l'indemnisation des Victimes

CPC Comité de Pilotage Conjoint

CSC Convention de la Société Civile

DDR Désarmement, Démobilisation et Réintégration

DGAT Direction Générale de l'Administration du territoire

DPPA Département des Affaires Politiques et de la Consolidation de la Paix (Nations Unies)

ENA École Nationale d'Administration (de la Cote d'Ivoire)

ENSEA École Nationale de la Statistique et d'Economie Appliquée

FAO Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

FDS Forces de Sécurité ou 'corps habillés' (Côte d'Ivoire)

GYPI Initiative pour la promotion de la jeunesse et l'égalité des sexes (Gender and Youth Promotion Initiative)

GoCI Gouvernement de la Côte d'Ivoire

IRF Immediate Recovery Facility

JICA Agence japonaise de Coopération internationale

MATD Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation

MEMIS Ministère d'État, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité

MJDH Ministère de la Justice, Droits de l'homme et Libertés publiques

MSCSP Ministère de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de la lutte contre la Pauvreté

NU Nations Unies

NUNO Organisations bénéficiaires hors système des Nations unies

OIM Organisation Internationale des Migrations

ONG / ONGI Organisation Non-Gouvernementale / Internationale

ONUCI Opérations des Nations Unies en Côte d'Ivoire

ONUFEMMES Agence des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des Femmes OSCS
Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion sociale

PACoP Programme d'appui à la consolidation de la paix

PBF Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix

PBSO Bureau des Nations Unies pour l'appui à la consolidation de la paix (Peace Building Support Office)

PNCS Programme National de Cohésion Sociale

PND Plan National de Développement

PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement

PP1 / PP2 Plan prioritaire pour la consolidation de la paix (phase 1 / phase 2)

PRF Peacebuilding Recovery Facility

QE Questions d'évaluation

BRC Bureau du Coordinateur Résidant

RSS Réforme du secteur de la sécurité

RUNO Agence bénéficiaire des NU (Recipient United Nations Organization)

S&E Suivi & évaluation

SNU Système des Nations Unies

UE Union européenne

UNCT Équipe pays des Nations Unies

UNESCO Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

UNFPA Fonds des Nations Unies pour la Population

UNICEF Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

VSBG/VBG Violences sexuelles basées sur le genre / Violences basées sur le genre

Liste des personnes des personnes contactées

N°	Noms et Prénoms	Structure	Contacts
1	Cissé Aminata	RAJP	07 29 24 05
2	Bamba Brahim	ICTJ	07 44 98 71
3	Gueblon Ange Emilienne	RAJP Duékoué	85 93 38 32

4	Djea Christelle	RAJP Secrétaire Man	58 67 73 67
5	Koné Aboubakar	RAJP Pt focal Korhogo	49 26 07 24
6	Kané Soutima	ONG lumière du Monde	44 21 93 56 58 83 29 73
7	Losseni Coulibaly	CARE	59 71 25 73
8	Konan Fabrice	PBF	68 30 90 50
9	Akossou Koffi	RAJP Pt focal San Pedro	08 20 35 11
10	Souleymane Kemingue	Radio Média + CI Bouaké	07 22 68 88
11	Kouadio Kouakou Hypolite	Radio Satellite FM Korhogo	08 23 31 83
12	Yobouet Lasme Caroline Chantal	Radio Yackoi FM San Pedro	48 64 19 27
13	Sanogo Mamadou	Radio Man FM	09 25 37 15
14	Lagou Eddy	Radio Duékoué	08 67 65 03
15	Franck Sylvanus	Radio Arc-en-ciel	49 12 41 85
16	Yao Anne-Marie	Présidente ONG FDPCI	08 71 26 11
17	Yao Kouamé Maxwell	Fondation Maxwell	07 61 50 22
18	Timité Mazeve	Membre de la Jeune Chambre Economique/ LIDHO	07 35 12 42
19	Ebrin Assié Solange	Secrétaire Générale de l'ONG ADSA 50	01 23 36 69
20	Doh Clémentine	Présidente de l'ONG ESPOIR et Vie du Grand Ouest	09 39 29 19
21	Ouattara Salimata	ONG le Grenier	09 00 97 59 06 63 73 59
22	KOUAKOU Marie Madeleine	ONUFEMMES	58 48 84 08
23	BIAGNE Guédé	Ministère de l'Education Nationale	07 52 17 25
24	AKELI Aman	Ministère de la jeunesse	07 60 55 20
25	ANGAMAN Youssouf	Observatoire de la cohésion sociale	49 68 03 38
26	EDIMA N'guessan	Conseil National des jeunes	49 10 64 42
27	BOUGUHE Marius	Parlement des enfants	09 90 19 00
28	Gbehe Victorine M	Médiatrice	08 66 80 63

29	Fofana Madjene	Association Binkadi	47 05 04 01
30	Delagoule Stephanie	Association des femmes dynamiques	09 96 61 96 / 75 31 47 89
31	Nenon Yehe Madeleine	Association Guelapoheminan	05 12 76 82
32	Bahé Joceline	Femme Zeo	49 44 77 17
33	Loua Regina Patricia	Prunelles de la Paix	79 94 32 61
34	Gbahouo Fredy Fortune	Jeunesse	45 87 57 17
35	Touré Assata	Association Benkeleman	08 71 63 20
36	Minata Ouedraogo	Coalition des Femmes Leaders	07 60 32 37
37	Bakayoko Mariam	Association Siguiyonya	47 43 49 42

Consentement avant l'entretien

Il est libellé comme suit :

Bonjour Monsieur / Madame

Je vous appelle au sujet de l'évaluation finale du projet que le Centre international pour la justice transitionnelle (ICTJ) a exécuté en Côte d'Ivoire intitulé « Soutenir la participation des jeunes à la prévention de la répétition des atrocités de masse en Côte d'Ivoire ». Ce projet est financé par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (UNPBF). Son objectif global est de contribuer à renforcer la participation de la jeunesse ivoirienne à la définition de stratégies pour surmonter les séquelles du conflit et contribuer à une paix durable.

C'est donc à ce sujet que je veux m'entretenir avec vous. Merci de me recevoir. Excusez-moi pour le temps que cela va vous prendre. Je voudrais vous rassurer aussi que les informations recueillies resteront strictement confidentielles, entre vous et nous et elles ne seront pas diffusées ailleurs ou utilisées contre vous. Cet entretien se fait avec votre permission et sachez que vous avez le droit de l'arrêter à tout moment. C'est aussi votre droit de ne pas répondre à certaines questions si vous l'estimer embarrassante.

Est-ce que vous accepter cet entretien? Est-ce que vous avez besoin d'autres clarifications? Prière confirmer que cet entretien se fait sans contrainte.

Merci encore une fois et nous allons commencer !

Liste des documents

Résultat 1

Discussions avec les jeunes

Atelier préparatoire de renforcement des capacités des jeunes du RAJP sur la mise en œuvre du projet « Soutenir la participation des jeunes à la prévention de la répétition des violations graves des droits de l'homme en Côte d'Ivoire ». Du 3 au 5 Avril 2019 - Abidjan

Atelier préparatoire de renforcement des capacités des jeunes du RAJP sur la mise en œuvre du projet « Soutenir la participation des jeunes à la prévention de la répétition des violations graves des droits de l'homme en Côte d'Ivoire ». Du 3 au 5 Avril 2019 – Abidjan

Atelier préparatoire de renforcement des capacités des jeunes du RAJP sur la mise en œuvre du projet « Soutenir la participation des jeunes à la prévention de la répétition des violations graves des droits de l'homme en Côte d'Ivoire ». Du 3 au 5 Avril 2019 – Abidjan

Cadre de suivi indicateurs 2019

Nom du Projet : soutenir la participation des jeunes à la prévention de la répétition des violations graves des droits de l'Homme en CI

Trip Report : Côte d'Ivoire, April 2019

Atelier préparatoire de renforcement des capacités des jeunes du RAJP sur la mise en œuvre du projet « Soutenir la participation des jeunes à la prévention de la répétition des violations graves des droits de l'homme en Côte d'Ivoire ». Du 3 au 5 Avril 2019 – Abidjan EVALUATION FINALE – Le 5 Avril 2019

ICTJ présentation du projet 2019

Introduction au Suivi et Evaluation d'un projet. Formation des membres du RAJP

Dabou, le 22 Septembre 2017 Brahim BAMBBA – Chargé de Programme à ICTJ

Résumé du projet

SUIVI ET EVALUATION

Atelier préparatoire de renforcement des capacités des jeunes du RAJP sur la mise en œuvre du projet « Soutenir la participation des jeunes à la prévention de la répétition des violations graves des droits de l'homme en Côte d'Ivoire ». Du 3 au 5 Avril 2019 – Abidjan Termes de référence

Atelier consultatif

Ateliers consultatifs dans les localités de San Pedro, Man, Duékoué, Abidjan, Korhogo et Bouaké sur l'importance de la participation des jeunes, notamment les jeunes femmes, aux initiatives de cohésion sociale.

Bilan participation Activité 1.1.2 & 1.1.3 UNPBF

Bilan participation Activité 1.1.2 & 1.1.3 UNPBF

DRAFT QUESTIONNAIRE

Activité 1.1.2. & 1.1.3 : Consultations régionales des jeunes pour leur participation effective à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix

Consultations des jeunes leaders pour leur participation effective à la prévention des conflits, aux initiatives de cohésion sociale et la consolidation de la paix Abobo – Yopougon – Bouaké – Korhogo – Duékoué – Man – San Pedro

Rapport final consultation jeunes leaders

Rapport général consultations UNPBF

Termes de références activité 1.1.2 & 1.1.3 : « consultation des jeunes leaders pour leur participation effective à la prévention des conflits et la consolidation de la paix »

Production du rapport

Rapport de consultations des jeunes pour la prévention de leur participation aux violences politiques

Publication du rapport

Invitation PNUD cérémonie de lancement

Rapport de la cérémonie de lancement du rapport de recommandations des jeunes pour la prévention de leur participation à la violence politique en Côte d’Ivoire

Rapport de la cérémonie de lancement du rapport de recommandations des jeunes pour la prévention de leur participation à la violence politique en Côte d’Ivoire

Termes de référence de la Cérémonie de lancement du rapport de recommandations des jeunes pour la prévention de leur participation à la violence politique en Côte d’Ivoire.

Discussion radio autour du rapport

Emission N1

Liste de présence groupe d’écoute 1

Liste des participants groupe d’écoute Duékoué

Liste de présence Bouaké

Liste de présence groupe d’écoute 2 Korhogo

Liste de présence Man

Liste de présence San-Pedro

Liste de présence Yopougon

Liste de présence Abobo

Liste de présence Bouaké

Liste de présence Man

Liste de présence San Pedro

Liste de présence Yopougon

Liste des participants RAJP groupe d’écoute Duékoué

Liste de présence Bouaké

Liste de présence groupe d'écoute 1 Korhogo

Présence Korhogo

Présence San Pedro

Projet UNBPF RAJP évidences émission radio

Conducteur émission radiophonique

Magazine radio analyse radio

Emission N 2

Facture finale et demande de paiement

Demande de paiement

Facture ICTJ

Fichier audio

Conducteur 2^{ème} émission radio 1.3.1 UNPBF

Conducteur 2^{ème} émission radio autour du rapport sept 2019

Guide d'entretien groupe d'écoute programme radio autour du rapport

Résultat 2

Dialogue communautaire Abidjan

- Phase 1
 - ✓ Plan de plaidoyer des jeunes leaders Abobo
 - ✓ Plan de plaidoyer des jeunes leaders Yopougon
 - ✓ Rapport dialogue COM Abidjan projet unpbf

- Phase 2

Dialogues communautaires régions

- Phase 1
 - ✓ Photos DIAL COMM régions
 - ✓ TDR et agenda finaux
 - ✓ Plan de plaidoyer région projet unpbf
 - ✓ Rapport DIAL COMM projet unpbf

- Phase 2

Emissions radios locales

- Contrats radios partenaires
 - ✓ Annexe 1 demande de paiement
 - ✓ Contrat radio amitié Yopougon
 - ✓ Contrat radio arc en ciel ABOBO
 - ✓ Contrat radio Man fm
 - ✓ Contrat radio media+ Bouaké
 - ✓ Contrat radio satellite Korhogo
 - ✓ Contrat radio voix du Guémon Duékoué
 - ✓ Contrat radio Yacfoi San-Pédro
 - ✓ Facture définitive ICTJ
- Emission N 1
- Emission N 2
- Emission N 3
- Emission N 4
- Emission N 5
- Emission N 6

Tables rondes

- Agenda finalisé de la table ronde
- Avis aux médias
- Discours de bienvenu de ICTJ table ronde
- L'autonomisation financière de la femme comme outil de valorisation de sa place dans la société. FDPCI
- Femme et paix
- Liste des participants à héberger
- Questionnaire évaluation table ronde rose blanche
- Rapport activité A2.3.1 table ronde RAJP
- Table ronde liste de présence Abidjan
- Table ronde liste de présence journalistes
- Table ronde liste de présence régions
- TDR table ronde final

Suivi des opinions et inquiétudes

Résultats 3

- Rencontres bilatérales avec les autorités locales
 - ✓ Rapport septembre et octobre 2019

Rapport RB1 Korhogo UNPBF

Rapport RB1 et 2 Bouaké UNPBF

Rapport RB1 et 2 Man UNPBF

Rapport RB1 et 2 San Pédro UNPBF

Rapport réunion bilatérale UNPBF

- ✓ Plan des rencontres bilatérales septembre 2019
- Rencontres bilatérales avec les autorités étatiques
 - ✓ Courrier audience réunion bilatérale UNPBF
 - ✓ Courrier demande d'audience à l'observatoire de la solidarité
 - ✓ Courrier réunion bilatérale UNPBF avril
 - ✓ Synthèse des recommandations des jeunes pour la prévention des conflits
- Rencontre avec les organisations de la société civile
 - ✓ 1^{er} atelier
 - ✓ 3^{ème} atelier
 - ✓ Webinaire sur les réseaux sociaux
- Tournée culturelle et artistique
 - ✓ Affiche
 - ✓ Agenda tournée culturelle Bouaké
 - ✓ Autorisation parentale
 - ✓ Courrier demande d'audience tournée culturelle
 - ✓ Courrier demande d'espace CAFOP KORHOGO
 - ✓ Courrier demande d'espace CSMO Man
 - ✓ Courrier info et invitation civilia
 - ✓ Courrier info et invitation Duékoué révisé
 - ✓ Courrier info et invitation gendarmerie Duékoué
 - ✓ Courrier MENETFP
 - ✓ Demande permission
 - ✓ Dépliant projet UNPBF

- ✓ Propositions de contenus pour créa
- ✓ Propositions de créas WERE COMMUNICATION
- ✓ Stratégie de mobilisation pour la tournée culturelle et artistique
- ✓ TDR tournée culturelle et artistique

DOCUMENT MONITORING et EVALUATION

- Contrats partenaires signés
- Contrats radios signés
- Evaluations consultations
- Evaluations dialogues communautaires
- Listes participants ateliers consultations
- Liste de présence atelier de discussion
- Liste de présence cérémonie de lancement du rapport 12 avril
- Liste générale participants consultations
- Manuel du logiciel sise PBF
- Modèle liste de présence à renseigner
- Rapports indicateurs résultats 1

DOCUMENT PROJET

- Annexe B cadre logique
- ICTJ-UNPBF projet document
- Résumé projet UNPBF

Plan de travail annuel

- Plan de travail révisé COVID-19
- Canevas cadre suivi indicateurs
- PTA 2019 ICTJ-UNPBF
- PTA 2020 ICTJ

PUBLICATIONS

- Rapport de recommandations des jeunes 2^{ème} édition mars 2019

Rapports périodiques

- Liens articles de presse sur les activités du projet UNPBF
- Rapport annuel 2019 ICTJ projet UNPBF

- Rapport semestriel 1 ICTJ projet UNPBF ST2

Resultat 2

Dialogue Communautaire phase 2

- Abidjan

Liste de présence dialogue communautaire Abobo 27 novembre 2019

Liste de présence dialogue communautaire Yopougon 28 Novembre 2019

Rapport finalise dialogue communautaire Novembre 2019

- Evaluations dialogue communautaire
 - Abobo

Evaluation Abobo 27 novembre

Impression des participants dialogue communautaire Abobo 27 Novembre 2019

Liste de présence dialogue communautaire Abobo 27 Novembre 2019

- Bouake

Evaluation Bouake du 23 janvier 2020

Impression des participants dialogue communautaire Bouake 23 janvier 2020

Evaluation dialogue communautaire Bouake 23 janvier 2020

- Duekoue

Evaluation Duekoue du 21 janvier 2020

Impression des participants dialogue communautaire Duekoue 21 janvier 2020

Evaluation dialogue communautaire Duekoue 21 janvier 2020

- Korhogo

Evaluation Korhogo du 21 janvier 2020

Impression des participants dialogue communautaire Korhogo du 21 janvier 2020

Evaluation dialogue communautaire Korhogo du 21 janvier 2020

- Man

Evaluation Man dialogue communautaire du 21 janvier 2020

Impression des participants dialogue communautaire du 21 janvier 2020

Evaluation dialogue communautaire Korhogo du 21 janvier 2020

- San Pedro

Evaluation San Pedro du 23 janvier 2020

Impression des participants dialogue communautaire San Pedro du 23 janvier 2020

Evaluation dialogue communautaire San Pedro du 23 janvier 2020

- Yopougon

Evaluation dialogue communautaire 28 novembre 2019 Yopougon

Impression des participants dialogue communautaire 28 novembre 2019 Yopougon

Liste de présence dialogue communautaire 28 novembre 2019 Yopougon

- Rapport synthèse Dialogues communautaires dans les régions ivoiriennes entre jeunes sur les initiatives à prendre pour le renforcement de la cohésion sociale dans leurs communautés. Du 20 au 25 Janvier 2020
- Régions
 - Rapport synthèse deuxième dialogue communautaire région projet UNPBF
- Agenda dialogue communautaire 2
- Les différents plans de plaidoyer des dialogues communautaires
- TDR dialogue communautaire phase 2 Abidjan

Programme radio autour du rapport

Programmes radio locaux

- Emission N 4
 - Conducteur émission radio locale n4 projet UNPBF
- Emission N 5
 - Conducteur émission radio locale n5 projet UNPBF
- Emission N 6
 - Conducteur émission radio locale n6 projet UNPBF
- Evaluation GE Décembre
 - Evaluations San Pedro

Interview San Pedro

Interview 1

Interview 2

Interview 3

Numérisation 1

Numérisation0001

Numérisation0002

Numérisation0003

Numérisation16

- Rapport émissions radios
 - ✓ Novembre 2019

Rapport de l'émission radio Duekoue

Rapport de l'émission radio mois de novembre

Rapport de l'émission radio N3 Bouake UNPBF

Rapport de l'émission radio N3 Korhogo UNPBF

Rapport de l'émission radio N3 Man UNPBF

Rapport de l'émission radio N3 San Pedro UNPBF

Rapport de l'émission radio N3 Yopougon UNPBF

- Rapport émissions radios groupe octobre 2019
 - ✓ RAPPORT DE LA RENCONTRE D'ECOUTE D'EMISSION RADIOPHONIQUE
 - ✓ Rapport de la deuxième activité du groupe d'écoute d'émissions Radiophoniques de BOUAKE 26 Octobre 2019
 - ✓ Rapport de la deuxième activité du groupe d'écoute d'émissions Radiophoniques de DUEKOUÉ 26 octobre 2019
 - ✓ Rapport de la deuxième activité du groupe d'écoute d'émissions Radiophoniques d'ABOBO 31 octobre 2019
 - ✓ Rapport de la deuxième activité du groupe d'écoute d'émissions Radiophoniques de KORHOGO 27 Octobre 2019
 - ✓ Rapport de la deuxième activité du groupe d'écoute d'émissions Radiophoniques de MAN 27 Octobre 2019
 - ✓ Rapport de la deuxième activité du groupe d'écoute d'émissions Radiophoniques de San Pedro 27 Octobre 2019
 - ✓ Rapport de la deuxième activité du groupe d'écoute d'émissions Radiophoniques de YOPOUGON 31 Octobre 2019
- Décembre
 - ✓ Rapport de la troisième activité du groupe d'écoute d'émissions Radiophoniques de BOUAKE samedi 21 décembre 2019
 - ✓ Rapport de la troisième activité du groupe d'écoute d'émissions Radiophoniques de DUEKOUÉ 22 Décembre 2019
 - ✓ Rapport de la troisième activité du groupe d'écoute d'émissions Radiophoniques d'ABOBO Lundi 23 décembre 2019
 - ✓ Rapport de la troisième activité du groupe d'écoute d'émissions Radiophoniques de KORHOGO 22 décembre 2019

- ✓ Rapport de la troisième activité du groupe d'écoute d'émissions Radiophoniques de MAN 21 décembre 2019
- ✓ Rapport de la troisième activité du groupe d'écoute d'émissions Radiophoniques de San Pedro 29 Décembre 2019
- ✓ Rapport de la troisième activité du groupe d'écoute d'émissions Radiophoniques de YOPOUGON 20 Décembre 2019
- ✓ RAPPORT DE L'ECOUTE RADIOPHONIQUE DU 23/12/2019
- ✓ RAPPORT DU GROUPE D'ECOUTE N°3 DE SAN PEDRO

Résultats 3

Forum chefs traditionnels et jeunes

- Forum Bangolo
 - ✓ Evaluations Forum interactif d'échanges entre les jeunes et les chefs traditionnels pour le renforcement de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire (Bangolo le 12 Décembre 2019).
 - ✓ Liste de présence forum Bangolo
 - ✓ Rapport du Forum interactif d'échanges entre les chefs traditionnels, religieux et les jeunes pour l'amélioration de l'inclusion sociale en Côte d'Ivoire. Jeudi 12 Décembre 2019 à Bangolo
- Forum Duekoue
 - ✓ Evaluation audio ICTJ
 - ✓ Photos forum Duekoue
 - ✓ Agenda Forum interactif d'échanges entre les chefs traditionnels et religieux et les jeunes pour l'amélioration de l'inclusion sociale en Côte d'Ivoire (Mardi 15 Octobre 2019 à Duékoué)
 - ✓ Courier CNRCT pour forum jeunesse et chefs traditionnels
 - ✓ Courier préfet de région du Guemon
 - ✓ LISTE DES PARTICIPANTS DE DUEKOUÉ AU FORUM INTERACTIF D'ÉCHANGE ENTRE LES CHEFS TRADITIONNELS ET LES JEUNES
 - ✓ Note conceptuelle Forum interactif d'échanges entre les chefs traditionnels et les jeunes pour le renforcement de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire

Réunions bilatérales autorités étatiques

- ✓ COMPTE RENDU DE LA REUNION BILATERALE AVEC LE MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
- ✓ IMAGE
- ✓ Liste de présence réunion avec éducation nationale
- ✓ RAPPORT DE LA REUNION BILATERAL ENTRE LE CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME (CNDH) ET LE RESEAU ACTION, JUSTICE ET PAIX (RAJP)

- ✓ RAPPORT DE LA REUNION BILATERAL ENTRE LE RESEAU ACTION, JUSTICE ET PAIX (RAJP) ET LE MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
- ✓ COMPTE RENDU DE LA REUNION BILATERALE ENTRE LE RAJP ET LE OSCS ET LE RAJP

Réunion bilatérale avec les autorités locales

- Réunion bilatérale janvier 2020
- ✓ RAPPORT DES RENCONTRES BILATERALES DE JANVIER 2019
- Réunion bilatérale novembre 2019
- ✓ RAPPORT DE L'ACTIVITE A3.1.1 Rencontre bilatérale avec la directrice de l'Institut de Formation Féminine (IFEFF) de Korhogo
- ✓ RAPPORT DE L'ACTIVITE A3.1.1 Rencontre bilatérale avec le chef de la communauté DAN de San Pedro
- ✓ RAPPORT DE L'ACTIVITE A3.1.1 Rencontres bilatérales avec les autorités locales de Bouaké
- ✓ RAPPORT DE L'ACTIVITE A3.1.1 Rencontre bilatérale avec le Directeur régional du Ministère de la Femme, Famille et de l'Enfant de Korhogo.
- ✓ RAPPORT DE L'ACTIVITE A3.1.1 Rencontre bilatérale avec le Conseiller Municipal et Président des Grins de thé de Korhogo
- Réunion bilatérale octobre 2019
 - ✓ RAPPORT DE L'ACTIVITE A3.1.1 Rencontres bilatérales avec les autorités locales de Bouaké
 - ✓ RAPPORT DE L'ACTIVITE A3.1.1 Rencontre bilatérale avec le Médiateur de la République Délégué (Poro, Tchologo et la Bagoué)
 - ✓ RAPPORT DE L'ACTIVITE A3.1.1 RENCONTRE BILATERALE AVEC LA DIRECTION DU MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DE L'ENFANT
 - ✓ RAPPORT DE L'ACTIVITE A3.1.1 RENCONTRE BILATERALE AVEC LE DIRECTEUR DE L'UGAN (UNION DES GROUPEMENTS ARTISANAUX DE KORHOGO)
 - ✓ RAPPORT DE L'ACTIVITE A3.1.1 Rencontre bilatérale avec le président du conseil islamique de la grande mosquée du marché de San Pedro (Mosquée FADIGA)

Evaluation réalisée par :

Dr. Adou Djané Dit Fatogoma

Sociologue, expert en justice transitionnelle, prévention et gestion des conflits

+22578701186 / +22541223703

dr.adou2013@mail.com / adou.djane@csrs.ci / djane.adou@swisspeace.ch

Adore

Abidjan le 28 octobre 2020